



## Termes de références

**Recrutement d'un(e) consultant(e) international(e) pour l'appui à la mise en œuvre et à la capitalisation des actions des cadres régionaux et sectoriels de partenariat en formation technique et professionnelle en Mauritanie**

Décembre 2019

# 1. Contexte général

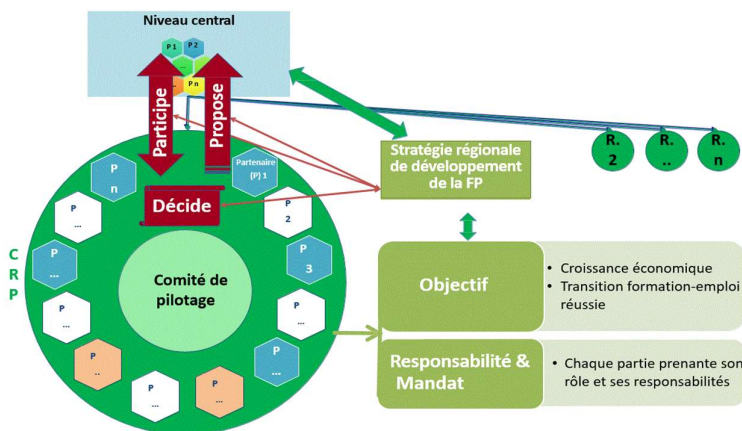
Dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation des politiques renouvée de formation professionnelle, le Pôle de Dakar de l'Institut International de Planification de l'Education de l'UNESCO (IIPE-Pôle de Dakar) accompagne à travers son projet de Plateforme d'expertise en formation professionnelle (Pefop), depuis 2016, la Mauritanie dans la conception et l'expérimentation de trois Cadres Régionaux de Partenariat (CRP) pour les métiers prioritaires et porteurs des secteurs de l'agropastoral (Kaédi), des bâtiments et travaux publics/BTP (Nouakchott) et de la pêche (Nouadhibou). L'élaboration d'un cadre sectoriel de partenariat (CSP) au niveau national pour le secteur de l'énergie et de l'électricité pourrait également être lancée en 2020. La création de ces cadres de partenariat vient comme une des réponses au travail d'identification et d'analyse des freins à la mise en œuvre de la formation professionnelle, accompagné par l'IIPE-Pôle de Dakar, impliquant l'ensemble des acteurs publics et du secteur économique privé. L'expérimentation se fait dans le cadre de plans d'actions qui sont en cours d'implémentation par les CRP.

En vue de renforcer l'accompagnement des acteurs concernés dans la finalisation des concepts de CRP/CSP, et en coordination avec les autorités mauritaniennes, l'IIPE-Pôle de Dakar se propose de mobiliser les services d'un(e) consultant(e) international(e) en vue d'appuyer la phase expérimentale, la consolider et exploiter ses résultats pour aboutir à des CRP/CSP fonctionnels et pérennes.

Les CRP sont conçus<sup>1</sup> autour de leurs missions en lien avec les processus clé de la FP suivants :



Il est également conçu sur la base de son positionnement par rapport au niveau central comme suit :



<sup>1</sup> Plus de détails dans les documents conceptuels et les plans d'actions des CRP annexés

## 2. Objectifs de la prestation

Les objectifs de la prestation s'inscrivent à deux niveaux :

- D'un côté, il s'agit **d'accompagner**, en coordination avec le point Focal en Mauritanie<sup>2</sup>, **les cadres de partenariat dans** la réalisation de leurs missions en lien avec les processus figurant dans le graphique plus haut à travers la mise en œuvre de leurs plans d'actions respectifs ;
- D'un autre côté et dans une logique de long terme, il s'agit **d'assurer la capitalisation du travail des CRP** et d'actualiser/finaliser les documents conceptuels des CRP/CSP à la lumière des résultats des activités expérimentales et en proposant éventuellement d'autres activités, jugées nécessaires, et accompagner leurs descriptions et expérimentations. Il s'agit également de veiller à la cohérence avec les autres activités réalisées et/ou en cours au niveau régional ou national et de les considérer dans la finalisation du concept de CRP/CSP.

Ces objectifs requièrent un travail continu de la part du/de la consultant(e). Ce travail permettra de consolider les modèles en place dans toutes leurs composantes et jeter les bases de la pérennisation des CRP/CSP.

## 3. Méthodologie

Pour chacun des processus évoqués ci-haut, il s'agit de :

- Partir des descriptions initiales des missions et des rôles des CRP (voir annexe : rapport de conception du CRP), examiner les outils, approches et méthodes éventuellement expérimentés sinon proposer, dans une approche participative et une logique de formation production, de nouveaux outils et de nouvelles méthodes et approches pour mettre en œuvre ces missions et rôles des CRP ;
- Accompagner (mobilisation, formation, coaching, conseil, etc.) les acteurs à expérimenter ces outils, méthodes approches. Sinon vérifier leur acceptabilité et appropriation par les acteurs ;
- Pour tous les outils, méthodes et approches, il est question de retenir ceux qui sont jugés réalistes, pérennes et soutenables par rapport au contexte de chaque CRP ;
- A la lumière des résultats obtenus, affiner la description globale des missions et rôles des CRP, intégrant les méthodes, outils et approches de mise en œuvre.

En cas de besoin d'expertise pointue, le/la consultant(e) proposera, en coordination avec les acteurs nationaux concernés, et après concertation avec l'IIPE-Pôle de Dakar, les termes de références relatifs à la mobilisation de l'expertise ciblée. L'IIPE-Pôle de Dakar en prenant en compte l'avis des autorités mauritaniennes examinera les possibilités de la mobiliser.

Il est important de signaler que certains outils, méthodes et approches sont pris en charge par d'autres projets dont, à titre d'exemple, le développement d'outils/approches de suivi de l'insertion des sortants de la formation professionnelle. Ce volet est piloté au niveau national par l'INAP-FTP. Il s'agit ici pour le (la) consultant(e) d'identifier, en coordination avec l'ensemble des acteurs concernés, les éléments qui rentrent dans le champ de compétences des CRP et d'en tenir compte et les intégrer dans la description des missions et rôles de ceux-ci. Toute autre activité similaire (à identifier par le consultant) devrait être considérée de la même façon.

Par ailleurs, le/la consultant(e) sera appelé(e) à contribuer, dans la même logique que les CRP, au processus d'élaboration d'un cadre sectoriel de partenariat qui démarrera en 2020. De plus, les équipes

---

<sup>2</sup>Cadre au niveau du ministère en charge de la formation technique et professionnelle qui accompagne, coordonne et anime les activités appuyées par l'IIPE-Pôle de Dakar dans le cadre du projet Pefop y compris celles relatives aux CRP/CSP.

du ministère en charge de la FTP pourraient bénéficier de l'expertise du consultant en prenant part aux différentes activités prévues.

La mission commencera par une semaine de travail à l'IIPE-Pôle de Dakar visant notamment à clarifier l'approche globale à suivre et elle se terminera également par une semaine de travail à l'IIPE-Pôle de Dakar pour tirer le bilan et les leçons. En Mauritanie, le/la consultant(e) sera basé(e) à Nouakchott, et effectuera des déplacements dans les régions concernées par les CRP. Ces déplacements sont pris en charge par l'IIPE-Pôle de Dakar conformément aux taux en vigueur pour la Mauritanie.

## 4. Livrables et résultats attendus

Conformément aux objectifs, il est attendu du consultant, pour chacun des trois CRP, les livrables cités dans le tableau ci-dessous pour chaque processus :

livrables	Quantité	Echéances
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approche) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Analyse de l'environnement économique et des besoins du marché de travail (P1)</b>	3	16 mars 20
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Analyse et de planification de l'offre de formation (P2)</b> : projet établissement, éléments d'orientations politiques, communication sur les métiers, etc.	3	30 Sept 20
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions des CRP Agropastoral et BTP par rapport au processus d' <b>Ingénierie de la certification et de la formation (P3)</b>	2	31 juillet 20
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus de <b>Gestion de l'acquisition et de la certification des compétences (P4)</b>	3	18 mai 20
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Evaluation de l'efficacité du dispositif de formation (P5)</b>	3	30 nov 20
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus de <b>Financement de la formation (P6)</b> : approche contrat programme du 2FTP, mobilisation du financement privé et des PTF, etc.	3	13 nov 20
Rapport global de capitalisation du concept des CRP après expérimentation ajustant les missions des CRP aux contextes locaux et intégrant les outils, méthodes et approches développés.	1	11 décembre 20

Tous les livrables produits par le/la consultant(e) devront faire l'objet d'une validation interne au sein de l'IIPE-Pôle de Dakar.

## 5. Calendrier indicatif de la prestation

La prestation est prévue pour un volume de travail de 10,5 mois réparti comme suit :

- Une semaine de démarrage à Dakar ;

- Trois mois de travail en Mauritanie (directement à la suite de la semaine à Dakar) ;
- Deux semaines de travail à distance ;
- Trois mois de travail en Mauritanie
- Deux semaines de travail à distance ;
- Trois mois de travail en Mauritanie ;
- Une semaine de restitution à Dakar (directement à la suite du travail en Mauritanie)

Janvier 20	Février 20				Mars 20				Avril 20				Mai 20				Juin 20				Juillet 20				Août 20				Sept 20				Octobre 20				Nov 20				Déc 20
Semaine de travail à Dakar	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1			
	Travail sur le terrain en Mauritanie												Travail à distance	Travail sur le terrain en Mauritanie												Travail à distance	Travail sur le terrain en Mauritanie												Semaine de travail à Dakar		

Pour les semaines de travail à distance, si le/la consultant(e) souhaite se rendre à son pays de résidence, l'IPE-Pôle de Dakar prendra en charge les billets d'avion aller/retour entre Nouakchott à son pays de résidence.

Le démarrage de la prestation est envisagé pour fin janvier-début février 2020.

## 6. Qualifications et expérience requises du/de la consultant(e)

- Niveau d'étude : minimum Master ou équivalent en pilotage et gestion de politiques et dispositifs d'éducation et de formation professionnelle ;
- Expérience d'au moins 04 ans dans des activités de conception, développement et mise en œuvre des politiques d'EFTP en lien avec le marché du travail ;
- Bonne connaissance des enjeux de l'EFTP particulièrement dans les contextes des pays en développement et plus spécifiquement en Afrique ;
- Bonne connaissance des approches de gouvernance partenariales de l'EFTP, notamment le PPP ;
- Connaissance suffisante en matière développement et/ou utilisation des outils et approches d'identification et anticipation des besoins en compétences, démarche de production des référentiels métiers-compétences, référentiels de certification, référentiels de formation, démarches et outils de certification, approches et outils de suivi de l'insertion des sortants ;
- Bonnes capacités de communication interculturelle et réseautage multipartenaires ;
- Bonne capacité d'animation d'ateliers et de concertation avec un public diversifié ;
- Excellentes compétences en matière de production écrite ;
- La connaissance de la langue française est essentielle. La connaissance de la langue arabe et la connaissance du contexte mauritanien constituent des atouts.

## 7. Rémunération, conditions et calendrier des paiements

### Les honoraires :

Le/la consultant(e) fait une offre financière globale pour les 10,5 mois de mission. Le paiement des honoraires sera établi selon les indications du tableau ci-dessous, sur la base de la production par le/la consultant(e) et de la validation par l'IPE-Pôle de Dakar des livrables :

livrables	Date de soumissions indicative**	Quantité	Pourcentage
<b>Avance*</b>	<b>Janvier 20</b>	<b>1</b>	<b>10%</b>
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approche) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Analyse de l'environnement économique et des besoins du marché de travail (P1)</b>	16 mars 20	3	10%
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus de <b>Gestion de l'acquisition et de la certification des compétences (P4)</b>	18 mai 20	3	15%
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions des CRP Agropastoral et BTP par rapport au processus d' <b>Ingénierie de la certification et de la formation (P3)</b>	31 juillet 20	2	15%
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Analyse et de planification de l'offre de formation(P2)</b> : projet établissement, éléments d'orientations politiques, communication sur les métiers, etc.	30 Sept 20	3	10%
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus de <b>Financement de la formation(P6)</b> : approche contrat programme du 2FTP, mobilisation du financement privé et des PTF, etc.	13 nov 20	3	10%
Rapport d'expérimentation (outils, méthodes et approches) et d'analyse contextualisée des missions du CRP par rapport au processus d' <b>Evaluation de l'efficacité du dispositif de formation (P5)</b>	30 nov 20	3	10%
Rapport global de capitalisation du concept des CRP après expérimentation ajustant les missions des CRP aux contextes locaux et intégrant les outils, méthodes et approches développés.	11 décembre 20	1	20%

\* Pour permettre au/à la consultant(e) de s'installer et de démarrer les activités.

\*\* La chronologie des dates de soumission des livrables reste indicative. Des changements dans la chronologie pourraient être acceptés, s'ils sont justifiés.

Dans le cadre de cette mission, il n'y aura pas de DSA pour le lieu d'affectation (Nouakchott).

### Déplacements internationaux :

Les billets d'avion A/R et les per diem relatifs aux déplacements internationaux (pays de résidence-Nouakchott et Nouakchott-Dakar) consécutifs au calendrier de travail proposé seront pris en charge par l'IPE-Pôle de Dakar conformément aux taux en vigueur.

### Déplacements nationaux (missions à Kaédi et Nouadhibou) :

Le transport et les per diem relatifs aux différents déplacements dans les régions (Kaédi et Nouadhibou) en Mauritanie seront pris en charge par l'IIPE/Pôle de Dakar conformément aux taux en vigueur pour la Mauritanie.

Durant les 10 mois, la fréquence des déplacements à Kaédi et à Nouadhibou est estimée à une mission par bimestre, soit 5 missions à Kaédi et 5 missions à Nouadhibou.

## 8. Processus de candidature et sélection

Les candidats individuels qualifiés sont priés d'envoyer leur curriculum vitae et une note méthodologique synthétique de 3 à 4 pages sur la compréhension de la mission (priorités, approches de travail, défis à relever, stratégie d'engagement des partenaires) à l'adresse suivante : [consultant.ftp.mauritanie@iiep.unesco.org](mailto:consultant.ftp.mauritanie@iiep.unesco.org)

La date limite d'inscription est le 05 janvier 2020 à minuit, heure de Dakar.

## 9. Formation en ligne de sensibilisation à la sécurité (BSAFE)

BSAFE est une formation de sensibilisation à la sécurité en ligne obligatoire pour tout le personnel de l'ONU, y compris le personnel, les stagiaires et les consultants. Cette formation est disponible en anglais, en français et dans les autres langues officielles de l'ONU.

A la fin de la formation, un test permis d'obtenir le certificat qui sera généré automatiquement et envoyé au candidat par mail.

Ce certificat attestant de la réussite à la formation BSAFE sera exigé au/à la consultant(e) retenu(e).

La formation est accessible à ce site pour les consultants : <https://training.dss.un.org/>.



## ANNEXE TDR RECRUTEMENT CONSULTANT(E) MAURITANIE

P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
PROCESSUS 1: ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET DES BESOINS DU MARCHÉ DU TRAVAIL  MISSION DES CRP: Détermination des besoins en compétences des régions des CRP	Mener une campagne de sensibilisation sur l'importance d'une identification précise des besoins en compétences auprès de tous les acteurs	Organisation de 29 visites (communales) sur place regroupées en 4 missions départementales	4 Rapports départementaux	CRP AGROPASTORAL
		Passages sur les radios rurales		
	Elaborer et finaliser le répertoire des exploitations agropastorales et la carte de formation	Etablissement d'un répertoire qui consolide les données de ceux qui possèdent des listes d'exploitations et des éleveurs (journée de travail)	Répertoire des exploitations	
		Déplacements des équipes qui seront appelées à compléter les listes existantes	Carte de la formation	
	Mener une enquête auprès des exploitations agropastorales et des établissements FTP: 4 départements et 4 enquêteurs/département. Des binômes d'enquêteurs = 8 équipes, 2/département. Les binômes sont accompagnés par un membre du COPIL, ce qui fait finalement des équipes de 3 personnes pour le déroulement des enquêtes.	Appui Pefop pour élaboration des outils d'enquete	Outils et supports d'enquête	
		Formation des 16 enquêteurs: Atelier et Transport	Rapport de formation	
		Déroulement des 10 jours d'enquete: Indemnités enquêteurs et Transport		
	Analyser les données et les résultats des enquêtes et formuler les conclusions et recommandations	Saisie des enquetes (enqueteurs)	Cartographie des besoins en compétences	
		Traitement des enquetes saisies avec la DPCSE (Elevage) ou Direction des Statistiques (Agri)		
		Réunion du COPIL pour validation de la cartographie des besoins	Document sur métiers prioritaires et leurs besoins en compétences	
	Production d'un document de conclusions et recommandations, y compris les métiers prioritaires pour lesquels développer des référentiels et les modes de formation par métier			
	Organiser un atelier de restitution et de validation	Présenter le document de conclusions et recommandations; l'amender et le valider avec les membres du CRP	Document de conclusions et recommandations validé	
	Identifier les besoins en compétences dans les 5 métiers prioritaires du secteur de la pêche artisanale (diversification des métiers, 80% des emplois, 70% du parc piroguier, 90% pêche au poulpe) notamment par des entretiens avec les acteurs clé des fédérations et des entreprises	Identification des 5 métiers prioritaires	Liste des 5 métiers retenus	CRP PECHE
		Exploitation des référentiels et projets de programme de formation de Promo Pêche	Liste des compétences proposées pour chaque métier	
		Enquête quantitative et qualitative d'identification des besoins pour les 5 métiers prioritaires	Compétences actuelles et futures	
		Atelier de partage des résultats d'identification des besoins avec le CRP	Rapport final sur les besoins en compétences	
		Production du rapport d'analyse des besoins: Partie I: Rappel démarche méthodologique; Partie II: La place des 5 métiers prioritaires dans le développement de la pêche artisanale; Partie III: Les besoins en compétences de chaque métier prioritaire). Chaque membre du GT développement une partie du rapport.		
		Réunion du COPIL pour la validation du Rapport final		
		Impression et diffusion du rapport d'identification des besoins en formation pour les 5 métiers prioritaires		
		Elaborer un répertoire des entreprises	Dresser une liste des acteurs ayant des répertoires d'entreprises du BTP	
	Contacteur les acteurs et collecter leurs listes et répertoires (Fédérations, chambres consulaires, etc.) et les centraliser à la FPS			
Consolider les listes et répertoires dans un répertoire Général des entreprises du BTP au niveau de NKC				
Séance de présentation du Répertoire Général au COPIL				
Finalisation du Répertoire Général				
Choisir quatre métiers prioritaires en exploitant l'étude sur les besoins en compétences du BTP réalisée par le projet PAFEJ	Séance d'exploitation de l'étude sur les besoins en compétences du BTP réalisée par le projet PAFEJ et choix des 4 métiers prioritaires	Rapport de la séance de discussion; Choix des 4 métiers prioritaires		



P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
PROCESSUS 2: ANALYSE ET PLANIFICATION DE L'OFFRE DE FORMATION  MISSION DES CRP: Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP et Planifier les orientations régionales du développement de la FTP	Participer à la communication / information sur le marché du travail et les parcours de formation	Création des outils de communication	Outils et support de communication sur les parcours de formation et le marché du travail	CRP AGROPASTORAL
		Réalisation d'une campagne de communication et sensibilisation sur les parcours de formation et l'insertion sur le marché du travail	Rapport campagne de communication et sensibilisation sur les parcours de formation et l'insertion sur le marché du travail	
	Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	Analyse et capitalisation des résultats et des extrants des autres missions	Rapport Atelier de capitalisation des résultats des autres activités du CRP	
		Formulation des orientations sur le développement de la formation dans la région	Document d'orientations sur le développement de la formation dans la région	
	Planifier les orientations régionales de développement de la FTP	Réalisation d'une planification budgétisée des orientations validées de développement de la FP agropastorale dans la région	Projet de plan régional de développement de la FP	
	Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication / information sur le marché du travail et les parcours de formation	Compléter le répertoire des métiers de la Pêche artisanale, développé par le projet du BIT	Répertoire des métiers	CRP PECHE
		Réalisation d'une campagne de sensibilisation sur la formation technique et professionnelle dans la Région notamment auprès des entreprises et la promotion de formation tout au long de la vie	Rapport	
	Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	Production de propositions d'éléments de politiques de développement de la FTP pour la pêche et soumission aux tutelles	Document d'orientations sur le développement de la formation dans la région	
	Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP			
	Participer à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation	Elaboration d'un plan de communication / sensibilisation sur les metiers porteurs et les parcours de formation prometteurs	Plan de communication sur les metiers porteurs et les parcours de formation prometteurs	CRP BTP
		Développement des outils et supports de communication sensibilisation sur les metiers porteurs et les parcours de formation prometteurs	Outils et supports de communication sensibilisation sur les metiers porteurs et les parcours de formation prometteurs (flyers, brochures, message radio, ...)	
		Mise en œuvre des actions de communication et de sensibilisation sur les métiers porteurs et les parcours de formation prometteurs	Rapport de mise en œuvre des actions de communication	
	Elaborer d'un plan régional de développement de la FP	Rencontres de sensibilisation sur l'intégration des réformes prévues au sein du dispositif d'EFTP dans leurs projets et plans		
		Plaidoyer pour la mise en place de mesures incitatives en faveur des entreprises pour le développement de la formation en alternance et par apprentissage	Mesures incitatives proposées	
		Participation à l'élaboration des projets d'établissement avec un plan d'action triennal budgétisé intégrant les besoins du secteur privé	Projets d'établissement validés	
		Production d'un diagnostic annuel (avec des recommandations) et d'une planification de la FTP au niveau régional	Rapport de diagnostic de l'état du secteur de la FTP dans la région ; Projet de plan de développemnt régional de la FTP	

P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
PROCESSUS 3 : INGENIERIE DE LA CERTIFICATION ET DE LA FORMATION  MISSIONS DES CRP: Participation à la détermination des compétences dans la région (élaboration des référentiels des métiers compétences et référentiels de certification) et Participation à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	Participer à l'élaboration des nouveaux référentiels des métiers compétences et référentiels de certification et/ou à la mise à jour des référentiels existants	Participation à l'élaboration des référentiels de formations initiales, continues et qualifiantes	Rapport de renforcement des capacités sur l'élaboration des référentiels compétences et référentiels de certification des métiers prioritaires	CRP AGRO
	Participer à l'élaboration des référentiels de formation continue et qualifiante			
	NEANT			CRP PECHE
	Participation à la mise à jour du répertoire des métiers et des emplois du secteur du BTP	Participation aux activités du projet PAFEJ	Répertoire des métiers et des emplois actualisé	CRP BTP
	Participation à l'élaboration et/ou à la mise à jour des référentiels (en privilégiant les 4 métiers prioritaires retenus)		Membres du CRP en mesure de participer au processus d'élaboration et/ou de mise à jour des référentiels;  Nombre de référentiels validés avec participation des membres du CRP	
	Participation à l'élaboration et/ou à la mise à jour des contenus de formation		Membres du CRP en mesure de participer au processus d'élaboration et/ou de mise à jour des contenus de formation;  Contenus de formation conçus et validés avec participation des membres du CRP	

P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
PROCESSUS 4: Gestion de l'acquisition et de la certification des compétences  MISSIONS DES CRP: Renforcer la gestion et le cadre pédagogique (formateurs, infrastructures et équipements) des établissements; Décider de l'organisation et de la réalisation de la formation; Participer à l'évaluation et à la certification	Réaliser un inventaire des référentiels de formation	Demande à l'INAP-FTP pour (i) réaliser le bilan de compétences des formateurs sur la base des référentiels existants ; (ii) travailler avec les membres du CRP pour identifier les besoins en formation des formateurs	Rapport de bilan de capacité des formateurs sur la base de l'inventaires des référentiels existant	CRP AGROPASTORAL
	Identifier les besoins ne formation des formateurs			
	Proposer à l'INAP-FTP les besoins en formation des formateurs à partir du bilan de capacités	Transmission des besoins en formation des formateurs à l'INAP	Rapport des besoins en formation des formateurs	
	Identifier les besoins des établissements en infrastructures et équipements	Réalisation d'un diagnostic des établissements (infrastructures et équipements)	Rapport de diagnostic des établissements de FTP	
	Définir les besoins en infrastructures et équipements par rapport aux besoins en compétences			
	Faciliter la mise en oeuvre de la formation et l'insertion en milieu rural	Mener une concertation entre les exploitants, les entrepreneurs agricoles et les prestataires de formation	Rapport d'atelier	
	Elaborer les projets d'établissement (PE)	Organisation d'ateliers de conception et de validation de PE	PE	
	Expérimenter la VAE	Mise en œuvre du plan d'action de l'expérimentation de la VAE	Rapport d'expérimentation de la VAE	
	Identifier les besoins de formation technique et pédagogique de formateurs pour les formations continues par rapport aux besoins identifiés pour le secteur de la pêche artisanale	Réalisation d'un bilan de compétences des formateurs par rapport aux besoins en formation identifiés (expertise internationale à mobiliser parmi les partenaires sénégalais - p.e. Prof. Malick Diouf de l'IUPA)	Rapport du bilan	CRP PECHE
	Renforcer les compétences des formateurs pour les 5 métiers prioritaires	Elaboration d'un plan de renforcement des compétences des formateurs y compris le financement, sur la base du bilan réalisé.	Plan de RC	
	Améliorer le cadre de gestion des stages entre les établissements de formation et les entreprises: correspondance dans le temps entre la formation et mise en stage + réponse des entreprises + suivi des stagiaires + garantie par les entreprises pour des places de stages + suivi satisfaction des entreprises sur le stagiaire	Organisation d'un atelier entre Fédérations et Etablissements de formation pour le partage des visions entre les acteurs (informations, contraintes, leçons apprises, etc.); Elaboration du cadre sur la base des résultats de l'atelier	Cadre de gestion des stages validé	
	Expérimenter la VAE	Mise en œuvre du plan d'action de l'expérimentation de la VAE	Rapport d'expérimentation de la VAE	
	Renforcer les compétences des formateurs pour les 4 métiers prioritaires	Analyse des besoins (bilan de compétences) en formation des formateurs/tuteurs (maitres d'apprentissage) de la région pour les quatre métiers prioritaires	Bilan de compétences; Plan de formation	CRP BTP
		Contribution et suivi de la mise en œuvre du plan de formation des formateurs et tuteurs pour les quatre métiers prioritaires	Taux de réalisation des formations	
	Identifier les besoins des établissements en infrastructures et équipements	Réalisation d'un diagnostic des infrastructures et équipements des Ets de formation et des entreprises formatrices (cf. diagnostic annuel) dans le cadre des quatre métiers prioritaires	Rapport de diagnostic des établissements de FTP et entreprises	
	Faciliter la mise en oeuvre de la formation avec l'entreprise	Elaboration de GOMP pour les formations dans les filières des métiers retenus	4 GOMP	
		Elaboration d'un référentiel denl'entreprise formatrice	Référentiel	
		Identification des entreprises pouvant accueillir des apprenants en formation par alternance (pour les quatre métiers prioritaires)	Répertoire des entreprises d'accueil	
	Améliorer la gestion partenariale des établissements	Formation des gestionnaires et des membres des Conseils d'Administration des CFP sur la gestion partenariale (PPP)	Rapport de formation	
	Participer à l'évaluation et à la certification	Renforcement des compétences des membres privés des jurys de certification (VAF et VAE) pour améliorer leur niveau de participation	Rapport de la formation des acteurs impliqués dans la certification	
	Expérimenter la VAE	Mise en œuvre du plan d'action de l'expérimentation de la VAE	Rapport d'expérimentation de la VAE	

P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
<b>PROCESSUS 5: EVALUATION DE L'EFFICACITE DU DISPOSITIF DE LA FTP</b>  <b>MISSIONS DES CRP: Participer au suivi de l'insertion</b>	Faciliter l'insertion des sortants	Elaboration / mise à jour des outils et supports de suivi de l'insertion (support d'enquête et les tableaux de base de données; réseaux sociaux)	Outils et Supports	CRP AGRO
		Production d'un rapport de la région du Gorgol sur l'insertion	Rapport de suivi	
		Accompagnement des sortants dans la recherche d'emploi ou d'auto emploi	Mesures et outils d'accompagnement des sortants	
	Faciliter l'insertion des sortants	Réalisation d'une étude de suivi de l'insertion en collaboration avec l'INAP-FTP (trajectoires professionnelles, satisfaction des employeurs, etc.)	Rapport de suivi	CRP PECHE
		Communication sur les offres d'emploi à l'agence régionale de l'ANAPEJ et aux établissements de formation pour faciliter le placement des demandeurs	Répertoire des offres d'emplois à jour	
	Faciliter l'insertion des sortants	Elaboration d'un cadre de gestion de stage en entreprise pour les sortants de l'EFTP (communication, stage, rapport de capitalisation)	Cadre de gestion des stages	CRP BTP
		Réalisation d'une enquête sur l'insertion des sortants des établissements des trois Wilayas de NKC (élaboration des outils, collecte des infos, analyse et traitement des données)	Rapport de suivi	

P et Missions	Activités	Actions	Extrants	
<b>PROCESSUS 6: FINANCEMENT DE LA FTP</b>  <b>MISSIONS DES CRP: Recherche et diversification du financement; Exprimer les besoins des régions; Décider du financement venant des acteurs locaux</b>	Rechercher, diversifier et mobiliser du financement	Elaboration de plan d'actions annuels budgétisés	Plan d'actions	CRP AGRO
		Co-Organisation d'une table-ronde avec les autres CRP pour rechercher des financements auprès des PTF	Rapport Table ronde	
	Rechercher, diversifier et mobiliser du financement	Elaboration de plan d'actions annuels budgétisés	Plan d'actions	CRP PECHE
		Co-Organisation d'une table-ronde avec les autres CRP pour rechercher des financements auprès des PTF	Rapport Table ronde	
	Rechercher, diversifier et mobiliser du financement	Elaboration de plan d'actions annuels budgétisés	Plan d'actions	CRP BTP
		Co-Organisation d'une table-ronde avec les autres CRP pour rechercher des financements auprès des PTF	Rapport Table ronde	



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Institut international de  
planification de l'éducation  
**Pôle de Dakar**  
ANALYSE SECTORIELLE EN ÉDUCATION



## RAPPORT FINAL

### PORTANT

CONCEPTION DE CADRES REGIONAUX DE PARTENARIAT – CRP- EN MATIERE DE  
FORMATION PROFESSIONNELLE à Nouakchott (BTP), Kaédi (AGROPASTORAL) et  
Nouadhibou (PÊCHE)

Présenté par: M. Mbaye SAR

Expert Formation - Emploi

Consultant international

Décembre, 2017

## QUELQUES CHIFFRES SUR LA MAURITANIE



**Superficie** : 1 030 700 Km<sup>2</sup> (1)

**Population** : 4 100 000 habitants (2)

**Population urbaine** : 60.6 % (3)

**Taux brut de scolarisation** (enseignement secondaire): 30.6% (3)

**Environnement** : climat chaud et sec ;plus tempéré dans la zone sahélienne et sur la côte

**Sources** : mise à jour 10/11/2017

- (1) [www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/geographie](http://www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/geographie)
- (2) [www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/population](http://www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/population) (PNUD)
- (3) [www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/reperes- économiques](http://www.jeuneafrique.com/pays/mauritanie/reperes-economiques) (BAD)

## SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>AECID</b>	Agence espagnole de Coopération internationale et de Développement
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AMPG</b>	Association des Maires et Parlementaires du Gorgol
<b>AMEXTIPE</b>	Agence mauritanienne d'Exécution des Travaux d'intérêt public et pour l'Emploi
<b>ANAPEJ</b>	Agence nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes
<b>ANA</b>	Académie navale
<b>APC</b>	Approche par les Compétences
<b>AZF</b>	Autorité de la Zone Franche
<b>BEP</b>	Brevet d'Etudes Professionnelles
<b>BTP</b>	Bâtiment travaux publics
<b>CA</b>	Conseil d'Administration
<b>BTS</b>	Brevet de Technicien supérieur
<b>CAP</b>	Certificat d'aptitude professionnelle
<b>CCIAM</b>	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Mauritanie
<b>CDTA</b>	Centre pour le Développement de Techniques agricoles
<b>CFPP</b>	Centre de formation professionnelle et de perfectionnement
<b>CGTM</b>	Confédération générale des Travailleurs de Mauritanie
<b>CLTM</b>	Confédération libre des Travailleurs de Mauritanie
<b>CNRADA</b>	Centre national de recherche agronomique et de développement agricole
<b>CRP</b>	Cadre Régional de Partenariat
<b>CSET</b>	Centre supérieur d'études techniques
<b>COPIL</b>	Comité de pilotage
<b>DE</b>	Direction de l'Emploi
<b>DFTP</b>	Direction de la formation technique et professionnelle
<b>DPEF</b>	Direction des Projets Education Formation
<b>DPMFIP</b>	Direction de la Promotion de la Micro Finance et de l'Insertion Professionnelle
<b>ENFVA</b>	Ecole Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FEBAT</b>	Fédération du Bâtiment et des Travaux publics
<b>FLPA</b>	Fédération libre de Pêche artisanale
<b>FNP</b>	Fédération nationale de la Pêche
<b>FPS</b>	Fédération des Prestataires de Services
<b>GRDR</b>	Groupe de Recherche et de Réalisation pour le Développement Rural
<b>IIEPE</b>	Institut international de planification de l'éducation / UNESCO
<b>INAP-FTP</b>	Institut national d'Appui à la Promotion de la FTP
<b>JICA</b>	Agence japonaise de Coopération internationale
<b>LFTPNDDB</b>	Lycée de Formation technique et professionnelle de Nouadhibou
<b>LFTPI</b>	Lycée de formation technique, professionnelle et industrielle
<b>MA</b>	Ministère de l'Agriculture
<b>MEFTPTIC</b>	Ministère de l'Emploi, de la Formation Technique Professionnelle et des Technologies de l'information et de la communication
<b>M2P</b>	Mutuelle des petites et moyennes entreprises
<b>PAN</b>	Port autonome de Nouadhibou
<b>PASET</b>	Plans d'Actions sectoriels territorialisés



<b>PCH</b>	Pôle de Compétitivité halieutique
<b>PEFOP</b>	Plateforme d'expertise en formation professionnelle
<b>PNBA</b>	Parc National du Banc d'Arguin
<b>PPG</b>	Périmètre Pilote du Gorgol
<b>PPP</b>	Partenariat-Public-Privé
<b>PROCOR</b>	Programme de Contribution à l'Opérationnalisation des Réformes
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>QM</b>	Quartier maritime
<b>SONADER</b>	Société nationale pour le Développement rural
<b>UE</b>	Union européenne
<b>UTM</b>	Union des Travailleurs de Mauritanie
<b>ZFNDB</b>	Zone Franche de Nouadhibou

## Table des matières

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b>	<b>3</b>
<b>INTRODUCTION</b>	<b>6</b>
<b>I. QUELQUES RAPPELS</b>	<b>7</b>
1. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS	7
2. DEMARCHE METHODOLOGIQUE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS	8
3. LES PROCESSUS ET LES FONCTIONS DE LA FORMATION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE	9
4. LES TYPES DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE DANS LA FTP	9
<b>II. CADRES REGIONAUX DE PARTENARIAT</b>	<b>10</b>
1. ELEMENTS DE CADRAGE : ROLE ET POSITIONNEMENT DU CRP	10
2. MISSIONS DU CRP PAR RAPPORT AUX FONCTIONS DE LA FTP	11
3. ACTEURS DES CRP, ROLES ET RESPONSABILITES	12
3.1 CRP AGROPASTORAL DANS LE GORGOL	12
3.2 CRP DU BTP A NOUAKCHOTT	14
3.3 CRP DE LA PECHE A NOUADHIBOU	15
4. STRUCTURATION ET MODE DE FONCTIONNEMENT DES CRP	17
4.1 COMITE DE PILOTAGE DES CRP	17
4.2 MODE DE FONCTIONNEMENT DES COPIL	19
5. FINANCEMENT DU FONCTIONNEMENT DES CRP ET DES COPIL	19
5.1 FINANCEMENT DES CRP	19
5.2 FINANCEMENT DES COPIL	20
6. ASPECTS JURIDIQUES ET REGLEMENTAIRES	20
7. FEUILLE DE ROUTE	20
<b>III – CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POUR UNE PHASE-PILOTE D'IMPLEMENTATION DES CADRES REGIONAUX DE PARTENARIAT, CRP, EN MAURITANIE</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>25</b>

## Introduction

Dans le but d'améliorer la qualité et l'efficacité externe et de la formation technique et professionnelle (FTP), le Gouvernement mauritanien a engagé d'importantes réformes visant à redynamiser la relation formation – emploi avec une meilleure implication des acteurs publics et privés.

Dans ce sens, la nouvelle Loi sur la formation professionnelle et technique stipule, en son article 7, que « *L'Etat met en place, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de formation technique et professionnelle, tous les moyens et engage toutes mesures susceptibles de fédérer les efforts des collectivités locales, des établissements publics et privés, des organisations professionnelles et du mouvement associatif pour les faire participer activement à l'œuvre nationale de promotion de la formation technique professionnelle* ».

Avant cette loi, d'autres initiatives ont été prises pour instaurer cette relation partenariale pour le développement de la formation technique et professionnelle : la création du Conseil national pour la FTP (CNFTP) en 2003, l'idée de mettre en place des instances de coordination et de concertation pour renforcer le pilotage du dispositif de la FTP a été évoquée dans la Stratégie nationale de développement de la FTP (SNDFTP), la proposition de créer un Conseil du PPP au sein du MEFPTIC pour débattre des questions de la FTP et de l'emploi et pour piloter la mise en œuvre de la Stratégie de développement du secteur privé économique en Mauritanie et, enfin, la redynamisation des Conseils consultatifs au sein des centres de FTP afin que la profession ait un rôle actif à jouer dans l'orientation stratégique des centres.

Même si toutes ces initiatives et propositions n'ont pas été mises en œuvre en Mauritanie, elles ont le mérite de mettre en exergue l'importance accordée au partenariat entre les acteurs publics et privés dans la FTP.

Pour comprendre les difficultés rencontrées dans la mise en pratique de ces initiatives, le Pôle de Dakar de l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP) de l'UNESCO, a accompagné les acteurs mauritaniens dans l'identification et l'analyse des freins à l'opérationnalisation du partenariat public privé (PPP) dans la formation professionnelle<sup>1</sup>. Sur la base des freins identifiés et priorisés, un plan d'action sectoriel territorialisé (PASET) a été élaboré pour chaque secteur économique, à savoir l'Agropastoral dans les régions de Trarza, Brakna et Gorgol, le BTP dans Nouakchott et la Pêche dans la région de Nouadhibou.

Les actions retenues dans les PASET touchent les fonctions principales du processus de formation professionnelle, allant de l'identification des besoins du marché de l'emploi à l'évaluation et à la certification des compétences, voire au suivi de l'insertion. Pour chacune de ces fonctions, des acteurs publics et privés interviennent à différents niveaux (central, régional, local/opérationnel), mais leurs rôles et responsabilités ne sont pas suffisamment définis et détaillés pour permettre une synergie d'action dans un cadre partenarial, notamment aux niveaux régional et local et opérationnel.

Le diagnostic sur le PPP a relevé un certain nombre de freins ayant entravé la mise en œuvre adéquate des dispositions des lois et les politiques successives initiées par les différents Gouvernements : absence de concertation entre les acteurs sur le PPP, ce qui ne leur permet pas d'avoir une compréhension commune du PPP matérialisée par une définition partagée et formalisée d'une part et, d'autre part, un cadre juridique adéquat règlementant le PPP n'est pas disponible. Avec cette compréhension contrastée, voire contradictoire du PPP, les acteurs n'arrivent pas à élaborer une stratégie opérationnelle de développement du PPP. Dès lors, le

---

<sup>1</sup> L'identification et l'analyse des freins a également concerné d'autres thèmes : le pilotage de la formation professionnelle par la demande économique ; l'implication du secteur privé dans le pilotage du processus de certification ; l'accès et l'équité dans la FTP et le financement durable et soutenable de la formation professionnelle.

renforcement des capacités techniques des acteurs en matière de PPP et la mobilisation des ressources financières et matérielles pour son développement en pâtissent ;

Partant de ce constat, une cartographie des acteurs de la FTP dans les trois régions concernées dans la mise en œuvre des PASET (Gorgol, Nouadhibou et Nouadhibou), et leurs perceptions et attentes sur le partenariat public-privé et les autres thèmes ont été recueillies et analysées. Il en est ressorti une confirmation des résultats du diagnostic des freins sur la nécessité partagée par tous les acteurs, publics et privés, de mettre en place des cadres régionaux opérationnels de partenariat pour mieux piloter la formation professionnelle au niveau régional. C'est dans ce cadre qu'un consultant international et trois consultants nationaux – un par secteur économique - ont été mobilisés par l'IIPE-Pôle de Dakar pour accompagner les acteurs publics et privés régionaux et nationaux dans la conception de cadres régionaux de partenariat (CRP) opérationnels et représentatifs de tous les acteurs. Pour cela, les consultants devaient recueillir et analyser des éléments de réponse des acteurs aux questions suivantes : (i) quelles missions des CRP ; (ii) quelles relations entre les CRP et les autres organes concernés par la FTP existant déjà, (iii) Quel organigramme des CRP ; (iv) quels acteurs des CRP ; (v) Rôles et Responsabilité des membres des CRP ; et (vi) Quel mode de financement à envisager pour faire fonctionner les CRP ?

Le présent rapport final est la synthèse des rapports préliminaires enrichie par les conclusions de l'atelier national organisé les 10 et 11 octobre 2017 à Nouakchott. Il présente les éléments de réponse aux questions structurant la conception des CRP. Il est structuré en trois grandes parties :

- Partie 1 : elle présente quelques rappels qui permettent de mieux comprendre les orientations et les choix dans la conception des CRP ;
- Partie 2 : c'est le cœur du travail puisqu'elle livre les éléments constituant les trois CRP ;
- Partie 3 : elle contient les principales recommandations stratégiques et opérationnelles pour permettre la **mise en place efficiente et durable des CRP** dans les régions-tests et en Mauritanie.

## I. Quelques rappels

### 1. Objectifs et résultats attendus

L'objectif est d'accompagner les acteurs régionaux publics et privés dans la conception et dans la préparation des conditions de mise en place des cadres régionaux de partenariat opérationnels et représentatifs de tous ces acteurs. Cette conception doit prendre en compte les implications juridiques, réglementaires et financières de la création et de la mise en place de ces dispositifs.

Les résultats attendus sont les suivants :

- la définition claire et partagée des missions, de la structuration, des acteurs et du mode de fonctionnement des CRP ;
- la définition claire et partagée des rôles et responsabilités de chaque acteur dans les différentes fonctions de la FTP ;
- la définition du schéma de financement clair et réaliste des CRP. Il s'agit de définir un dispositif qui peut avoir plusieurs outils, sources, approches, de financement du fonctionnement du CRP ;
- la proposition de tout texte de nature juridique et/ou réglementaire (nouveau ou pour adapter l'existant) nécessaire à la mise en place et à l'opérationnalisation des CRP tout en gardant une ouverture de l'évolution possible du CRP qui, au démarrage est sectoriel,

pourrait être appelé à couvrir progressivement les autres secteurs économiques de manière à avoir un seul CRP au niveau de la région, avec des comités sectoriels.

## **2. Démarche méthodologique de l'accompagnement des acteurs**

L'accompagnement des acteurs dans la conception des CRP s'est fait en deux (02) principales phases déclinées en cinq (05) étapes.

**La première phase :** elle comportait deux étapes. La première étape a permis, sur la base de la documentation mise à la disposition du consultant international et de son expérience, de produire une note d'orientation méthodologique, relative à la conception des CRP et aux visites de terrain sur l'ensemble des trois (03) régions de Nouakchott, du Gorgol et de Dakhlet Nouadhibou et dans les secteurs-tests du BTP, de l'Agropastoral et de la Pêche, sous forme de document de travail pour entamer la réflexion sur les différents résultats attendus.

La deuxième étape a consisté en une mission du consultant international dans les trois régions concernées pour :

- sensibiliser les acteurs sur l'importance de leur participation à la concertation régionale,
- débattre avec eux des éléments de réflexion proposés à l'étape 1 ;
- identifier les dispositions juridiques et réglementaires à prendre pour instituer et formaliser les CRP ;
- identifier les meilleurs profils pour participer à l'atelier national pour débattre des éléments de réponses proposés à l'étape 1.

La première phase s'est achevée avec la production d'un rapport préliminaire portant un avant-projet de CRP. Il a constitué l'intrant majeur des travaux de l'Atelier national de Nouakchott.

**La deuxième phase :** elle comptait trois (03) étapes :

**Etape 1 :** elle consistait à l'organiser un atelier national les 10 et 11 octobre 2017 à Nouakchott pour la mise en commun des résultats de la première phase et pour articuler les propositions à chacun des trois secteurs économiques sur les principaux centres d'intérêt que sont :

- les missions à donner au CRP ;
- les relations du CRP avec les autres organes concernés par la FTP ;
- les acteurs du CRP ;
- la structuration et l'organigramme du CRP ;
- les rôles et responsabilité des membres du CRP ;
- le modèle économique et le financement du bon fonctionnement du CRP.

L'atelier national de Nouakchott a permis de restituer et de discuter les préconisations issues de la mission de terrain de la deuxième étape de la première phase, de valider le modèle-type de CRP et d'adopter d'une feuille de route.

Au terme des travaux de l'Atelier de Nouakchott :

- les contenus constitutifs des CRP sont connus et maîtrisés par l'ensemble des participants qui pourraient également jouer un rôle de veille et de lobbying auprès de leurs communautés d'acteurs de régions d'origine,
- les enrichissements mutuels et les critiques des uns et des autres ont permis de disposer d'une charte méthodologique de mise en place, voire d'extension, de CRP
- l'adoption d'un modèle-type d'implémentation du CRP
- les conclusions et recommandations issues de l'atelier ont alimenté le rapport final du Consultant international qui a auparavant rencontré les autorités nationales, publiques et privées, des secteurs concernés afin de tenir compte de l'environnement juridique favorable à l'émergence des CRP.

**Etape 2 :** elle concernait le travail sur les implications juridiques et réglementaires des propositions validées de l'atelier national et l'adaptation aux spécificités sectorielles et régionales ;

**Etape 3 :** c'est la production du présent rapport final.

### 3. Les processus et les fonctions de la formation technique et professionnelle

A l'entame des travaux de l'atelier de Nouakchott, les processus et fonctions d'un dispositif de formation technique et professionnelle ont été rappelés afin de mieux cerner le rôle et le mode de fonctionnement du CRP. Ces processus et fonctions définis dans l'étude sur « Les acteurs et partenariats dans la formation professionnelle » réalisée en 2017 par l'IIPE Pôle de Dakar et l'Institut de la francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) se présentent comme suit :

PROCESSUS	FONCTIONS DE LA FTP
1. Politique et planification de la FTP	1.1. Analyse et Elaboration de la politique
	1.2. Planification et Développement de la FTP
2. Elaboration des référentiels	2.1. Identification des besoins en compétences
	2.2. Détermination des compétences
	2.3. Conception et définition Contenu formation
3. Développement de la formation	3.1. Formation des Formateurs
	3.2. Infrastructures et Equipements
	3.3. Organisation de la formation
	3.4. Gestion des établissements
	3.5. Evaluation et Certification
4. Qualité	4.1. Evaluation efficacité externe (insertion)
	4.2. Communication & Information sur métiers et parcours
5. Financement	5.1. Financement

Ces processus et fonctions et les types de partenariat public-privé définis ci-dessous serviront de base pour la définition des missions des CRP.

#### 4. Les types de partenariat public-privé dans la FTP

L'étude sur « Acteurs et partenariat dans formation professionnelle » réalisée par l'IIPE-Pôle de Dakar en partenariat avec l'Institut de la francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) a identifié et défini quatre types de partenariat suivants :

**Le partenariat informatif** : l'information consiste à renseigner les autres acteurs ou à se renseigner. Il ne s'accompagne généralement d'aucun engagement. Les relations entre les acteurs/partenaires sont très faibles ;

**Le partenariat consultatif** : il consiste à recueillir l'avis motivé d'acteurs compétents sur la politique de la formation, les stratégies et les contenus de formation, les mécanismes de financements, la gestion des établissements, les modes de validation et, éventuellement, la décentralisation des pouvoirs. La consultation peut intervenir au stade de la réflexion préalable ou à celui de l'évaluation. Elle ne nécessite aucun engagement formel de la part des partenaires, mais par souci de transparence, elle devrait s'accompagner d'une rétro-information concernant les suites données en lien avec les avis reçus. Les partenaires développent alors une culture de dialogue mais un seul des partenaires, en général les pouvoirs publics, prend la décision ;

**Le partenariat « concertatif »** : la concertation met en commun les idées et les propositions des différents partenaires sur la politique nationale de la formation professionnelle et sur des projets spécifiques, sectoriels ou régionaux. Elle est généralement mise en place à l'intérieur d'un cadre formel, par exemple les commissions partenariales de concertation. Elle conduit à des relations beaucoup plus suivies et reposant sur un engagement moral de donner suite aux décisions prises lors de la concertation. Le non-respect et la non-mise en œuvre de ces engagements par chacune des parties ont des conséquences négatives sur la poursuite des relations partenariales ;

**Le partenariat contributif** : il représente un niveau élevé de la relation partenariale et s'accompagne de la mise en commun des ressources et du partage des responsabilités et des décisions. Les partenaires définissent ensemble les objectifs à atteindre dans le cadre de la réalisation d'un projet ou dans la mise en œuvre d'un dispositif de formation et partagent la responsabilité du financement et/ou de la gestion.

## II. Cadres régionaux de partenariat

En application des recommandations des études de cartographie et de diagnostics faites par les experts nationaux, et compte tenu des conclusions du rapport préliminaire présenté par l'expert international, il est ressorti que la quasi-totalité des acteurs, publics et privés, rencontrés sur le terrain étaient favorables à la mise en place d'un cadre opérationnel territorialisé de partenariat public-privé, afin de mieux piloter la formation professionnelle dans les secteurs et régions visées par la phase pilote.

Conformément aux termes de référence, le travail de conception des CRP s'articule autour des points suivants : les missions, les acteurs, les rôles et responsabilités des acteurs, la structuration, le mode de fonctionnement, le modèle économique (financement) et les aspects juridiques et réglementaires relatifs à la création et à la mise en œuvre des CRP. Mais avant d'aborder ces points, il est important de cadrer le positionnement du CRP par rapport aux acteurs et structures existants.

### 1. Éléments de cadrage : Rôle et positionnement du CRP

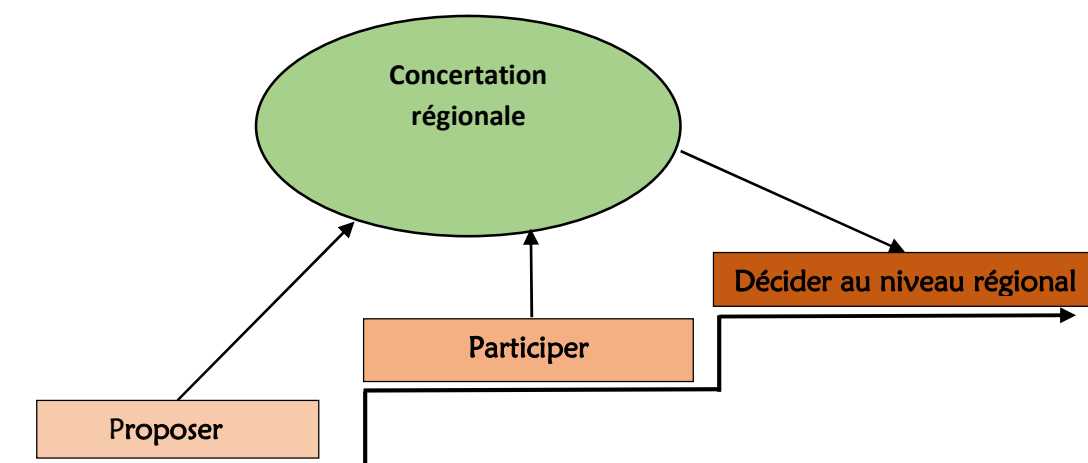
Les acteurs publics et privés de la FTP se sont interrogés sur la définition du CRP et sur ses positionnements par rapport au niveau central et par rapport aux acteurs de la région. En effet, le positionnement du CRP est déterminant par rapport à la définition de ses missions.

A l'atelier de Nouakchott, les participants ont eu des échanges passionnés sur la perception du CRP et son positionnement. La controverse tournait principalement autour de deux axes : un rôle "*passif*" du CRP et limité au conseil ou un autre plus "*actif*" lui permettant de coordonner et de prendre en charge le développement de la FTP au niveau régional. Quant au positionnement du CRP, certains acteurs publics pensent que le CRP doit être assujéti au niveau central tandis que pour les acteurs des secteurs privés, le CRP doit pouvoir prendre certaines décisions.

Les débats ont été recadrés sur une réflexion articulée autour des concepts de partenariat-public-privé rappelés dans la première partie, de demande économique et de certification. Le double objectifs poursuivi par le CRP est la "*professionnalisation*" de la FPT et le relèvement de la compétitivité économique de la région. Enfin, le CRP devrait jouer un rôle d'animation locale de cette double orientation vers l'essor des capitaux humains et économiques de la région. La pérennisation d'une telle structure, liée à la viabilité de son modèle économique, devrait lui permettre de survivre aux changements politiques, économiques et sociaux.

Ce débat a permis aux acteurs de s'accorder sur les niveaux d'intervention du CRP. Ainsi, le CRP peut **proposer**, **participer**, voire **décider** des orientations et des actions relatives à la FTP au niveau régional. Le CRP est constitué par l'ensemble des acteurs publics et privés de la FTP actifs au niveau de la région. Cependant, en aucun cas, il ne doit être une institution supplémentaire avec son administration. Il doit plutôt être vivant et susceptible d'évoluer avec les changements politiques, économiques et sociaux. Le résultat des échanges peut être schématisé comme suit :





Le long débat sur la compréhension du concept de CRP a permis de lever la confusion qui régnait sur la forme du CRP. En effet, les acteurs ont finalement compris que le CRP n'est ni une structure institutionnelle de plus dans le dispositif de la FTP, ni non plus une commission ou un organe, mais plutôt un « concept » qui a toutefois besoin d'une équipe pour l'animer et le piloter.

Mais ces échanges ont également permis aux acteurs d'aborder la nature des relations entre les acteurs publics et privés dans les régions par rapport à la FTP. Après l'analyse de ces relations au niveau des trois régions concernées a montré que, globalement, le BTP et la Pêche sont dans un partenariat de type consultatif alors que l'Agropastoral est encore au niveau informatif.

Tenant compte du contexte actuel et de ses contraintes, les acteurs publics et privés mauritaniens se sont fixés l'objectif de faire évoluer leurs partenariats vers le « concertatif ».

## 2. Missions du CRP par rapport aux fonctions de la FTP

Elles ont été définies en se référant aux fonctions de la FTP et en prenant en compte le positionnement du CRP par rapport au niveau central et le niveau régional et, enfin, la nature des relations partenariales que pourraient entretenir les acteurs.

Après de longs et riches échanges, inhérents à l'appropriation du modèle innovant de gouvernance locale de la FPT, les participants se sont accordés sur les treize (13) missions suivantes pour tout CRP, quel que soit le secteur économique et la région :

Processus de la FTP	Fonctions de la FTP	MISSIONS CRP
<b>1. Politique et Planification de la FTP</b>	1.1 Analyse et Elaboration de la politique	<b>Proposer</b> au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP
	1.2 Planification et Développement de la FTP	<b>Proposer</b> au niveau central une planification régionale du développement de la FTP
<b>2. Elaboration des référentiels</b>	2.1 Identification des besoins en compétences	<b>Déterminer</b> les besoins en compétences de la région
	2.2 Détermination des compétences	<b>Participer</b> à la détermination des compétences dans la région
	2.3 Conception et définition Contenu formation	<b>Participer</b> à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région

<b>3. Développement de la Formation</b>	3.1 Formation des Formateurs	<b>Proposer</b> au niveau central la formation des formateurs de la région
	3.2 Infrastructures et Equipements	<b>Proposer/Participer</b> à l'implantation des infrastructures et aux choix et acquisitions des équipements pour la région
	3.3 Organisation de la formation	<b>Décider</b> de l'organisation/réalisation de la formation dans la région
	3.4 Gestion des établissements	<b>Participer</b> , voire <b>décider</b> de la gestion des établissements régionaux de la FTP
	3.5 Evaluation et Certification	<b>Participer</b> à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région
<b>4. Qualité</b>	4.1 Evaluation efficacité externe (insertion)	<b>Participer</b> , voire <b>décider</b> du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région
	4.2 Communication & Information sur métiers et parcours	<b>Décider</b> au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation
<b>5. Financement</b>	5.1 Financement	<b>Proposer</b> (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région ; <b>Décider</b> des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres

### 3. Acteurs des CRP, rôles et responsabilités

Le travail s'est fait en ateliers regroupant les représentants des secteurs publics et privés. Pour chaque secteur économique et la région concernée, les participants ont procédé d'abord à un inventaire exhaustif des différents acteurs concernés par le CRP. Ensuite, pour chaque mission du CRP, l'acteur régional le mieux indiqué par rapport à ses domaines de compétences a été identifié pour piloter cette mission. D'autres acteurs-clés ont également été identifiés pour accompagner l'acteur pilote dans l'accomplissement de la mission.

#### 3.1 CRP Agropastoral dans le Gorgol

Le caractère partenarial, public-privé, du CRP réaffirmé, les participants ont procédé à une identification et à une catégorisation des acteurs-clés suivants de la région devant constituer les acteurs du CRP :

Catégories d'acteurs	Acteurs de la région
<b>Démembrements au niveau régional</b>	Wali – Délégations régionales de l'Agriculture, de l'Elevage, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Habitat – SONADER – DREN – Inspection régionale du travail – Cellule régionale du MEF-CNRADA (Institution nationale dont le siège est à Kaédi)
<b>Organisations professionnelles</b>	Bureau régional de la Fédération nationale des agriculteurs – Bureau régional de la fédération nationale des éleveurs – Coopératives et Unions de Coopératives agropastorales - Organisations du secteur informel (ateliers mécaniques, de soudure, ateliers de maintenance du matériel agricole)
<b>Collectivités (Communes) locales</b>	Communes de : Kaédi, Djéol, Lexeiba, Néré Oualo, Maghama, Mbout, Monguel entre autres communes de la wilaya du Gorgol

	Association des maires et parlementaires du Gorgol (AMPG)
<b>Etablissements de FTP</b>	ENFVA – CFPP de Kaédi
<b>Conseils d'Etablissements (CE)</b>	CE de l'ENFVA – CE du CFPP
<b>Conseils d'Administration des Ets de FTP (CA)</b>	CA de l'ENFVA – CE et CA du CFPP
<b>ONG et Associations intervenant dans la FTP ou dans l'Agropastoral</b>	GRDR – Maison Familiale Rurale (MFR),
<b>Syndicats (bureaux régionaux)</b>	CGTM, UTM, CLTM, Syndicat des Travailleurs de la Terre
<b>Partenaires techniques et financiers</b>	PTF qui financent des projets agropastoraux dans le Gorgol, OXFAM, ACCORD, MON-3, CARITAS, BIT, BM, AC, etc.
<b>Autres acteurs</b>	

Les missions rappelées, le groupe agropastoral a procédé à l'examen de chaque fonction du CRP à l'effet d'identifier l'acteur le mieux indiqué pour la piloter.

Aussi, a-t-il été décidé que chaque acteur-pilote soit appuyé, dans l'exécution de sa mission, par d'autres acteurs intervenant dans l'agropastoral, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

<b>MISSIONS DU CRP</b>	<b>ACTEUR-PILOTE</b>	<b>AUTRES ACTEURS-CLES</b>
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	<b>ENFVA</b>	CFPP, BR/ELEVAGE, BR/ AGRICULTURE, MFR, SONADER, DR/ AGRICULTURE, DR/ELEVAGE CELLULE REGIONALE MEF
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	<b>ENFVA</b>	CFPP, BR/ELEVAGE, BR/ AGRICULTURE, MFR, SONADER, DR/ AGRICULTURE, DR/ ELEVAGE, DREN CELLULE REGIONALE MEF
Déterminer les besoins en compétences de la région	<b>BR/FEDERATION AGRICULTURE</b>	DR ELEVAGE, SONADER, ENFVA, BR/ ELEVAGE, DR/AGRICULTURE, MFR, DREN CELLULE REGIONALE MEF
Participer à la détermination des compétences dans la région	<b>CFPP</b>	DR ELEVAGE, SONADER, ENFVA, BR ELEVAGE, BR AGRICULTURE, MFR, DREN CELLULE REGIONALE MEF
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	<b>ENFVA</b>	CFPP, BR/ELEVAGE, BR/AGRICULTURE, MFR, SONADER, DR/AGRICULTURE, DR/ELEVAGE CELLULE REGIONALE MEF
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	<b>ENFVA</b>	CFPP, BR/ELEVAGE, BR/AGRICULTURE, MFR, SONADER, DR/AGRICULTURE, DR/ELEVAGE
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	<b>ENFVA</b>	CFPP, DR/HA, BR/ELEVAGE, DR/ ENVIRONNEMENT DR/ HABITAT, BR/ AGRICULTURE, COMMUNES
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	<b>ENFVA</b>	CFPP, MFR, BR/ ELEVAGE, BR/ AGRICULTURE, SYNDICATS, DREN, COMMUNES CELLULE REGIONALE MEF
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	<b>CFPP</b>	MFR, BR/ELEVAGE, BR/ AGRICULTURE, SYNDICATS, DREN, CELLULE REGIONALE MEF CELLULE REGIONALE MEF
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	<b>BRF/ELEVAGE</b>	CFPP, BR/AGRICULTURE, ENFVA, SYNDICAT, DREN, MFR CELLULE REGIONALE MEF
Participer, voire décider du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	<b>CFPP</b>	BR/ELEVAGE, BR/AGRICULTURE, ENFVA, SYNDICAT, DREN, MFR CELLULE REGIONALE MEF DR/AGRICULTURE, DR/ELEVAGE
Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur	<b>CFPP</b>	BR ELEVAGE, BR AGRICULTURE, ENFVA, SYNDICAT, DREN, MFR CELLULE REGIONALE MEF DR/ AGRICULTURE, DR/ELEVAGE,

le marché du travail et les parcours de formation		INSPECTION DU TRAVAIL, ONG
Pour le financement de la FTP : <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région</li> <li>Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	<b>ENFVA</b>  <b>BR/FEDERATION ELEVAGE</b>	SYNDICAT, DREN, MFR CELLULE REGIONALE MEF DR AGRICULTURE, DR/ELEVAGE, SONADER, BR/ AGRICULTURE

### 3.2 CRP du BTP à Nouakchott

Le groupe de travail de Nouakchott ne s'est pas attardé sur la catégorisation des acteurs-clés du CRP du BTP. Il s'est attaché à montrer que la réalisation d'une ou plusieurs activités relève de la responsabilité d'un **acteur-pilote** aidé, dans sa mission, par un groupe d'autres acteurs mobilisés de manière ad hoc au sein du COPIL. Ainsi, les propositions suivantes ont été adoptées :

MISSIONS DU CRP	ACTEUR-PILOTE	AUTRES ACTEURS-CLES
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	DFTP	CFPP, DE, CSET, LFTPI, FEBAT, FPS, M2P, GRET, R.WILAYA,
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	DFTP	CFPP, DE, CSET, LFTPI, FEBAT, FPS, M2P, Agence Locale ANAPEJ, R.WILAYA
Déterminer les besoins en compétences de la région	M2P	DFTP, FPS, FEBAT, Agence Locale ANAPEJ, INAP, ONS, GRET
Participer à la détermination des compétences dans la région	CFPP	DFTP, FPS, Agence locale ANAPEJ, FEBAT, M2P, GRET
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	CFPP	DFTP, FPS, FEBAT, M2P
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	DFTP	CFPP, CSET, LFTPI, FEBAT, FPS, M2P, DPEF, Direction Habitat
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	DFTP	FEBAT, FPS, M2P, AMEXTIPE, CUN
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	CFPP	DFTP, FEBAT, FPS, M2P, CSET, LFTPI
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	FEBAT	DFTP, CUN, FPS, M2P, CSET, LFTPI, CFPP
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	FEBAT	DFTP, CUN, FPS, M2P, CSET, LFTPI, CFPP
Participer, voire décider, du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	AL-ANAPEJ	DFTP, DE, FEBAT, FPS, M2P, CSET, LFTPI, CFPP, DPMFIP (CAP INSERTION), GRET
Décider au niveau régional et	AL-ANAPEJ	DFTP, DE, FEBAT, FPS, M2P, CSET,

participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation		LFTPI, CFPP, DPMFIP (CAP INSERTION), GRET
Pour le financement de la FTP : <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région</li> <li>Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	<b>DFTP</b>	FEBAT, FPS, M2P, CSET, LFTPI, CFPP, CUN, PTF, GRET, DPEF

### 3.3 CRP de la Pêche à Nouadhibou

Le groupe de travail du secteur de la Pêche a procédé à une catégorisation des **acteurs-clés** de la **région** qui se présente de la façon suivante :

Catégories d'acteurs	Acteurs de la région
Démembrements au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Zone Franche de Nouadhibou,</li> <li>- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes,</li> <li>- Quartier Maritime.</li> </ul>
Organisations professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Fédération Nationale des Pêches,</li> <li>- Fédération Nationale de la Pêche Artisanale,</li> <li>- Fédération Libre de la Pêche Artisanale.</li> </ul>
Collectivités locales (Communes)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communes de Nouadhibou,</li> <li>- Commune de Nouamghar.</li> </ul>
Etablissements de FTP	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Académie Navale,</li> <li>- Lycée de Formation Technique et Professionnelle de Nouadhibou.</li> </ul>
Conseils d'Etablissements (CE)	-Conseil Scientifique de l'AN.
Conseils d'Administration des Ets de FTP (CA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil d'Administration de l'AN,</li> <li>- Conseil d'Administration du LFTPNDP.</li> </ul>
ONG et Associations intervenant dans la FTP	- ONG Mauritanie 2000.
Syndicats (bureaux régionaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie,</li> <li>- Confédération Libre des Travailleurs de Mauritanie,</li> <li>- Union des Travailleurs de Mauritanie,</li> <li>- Confédération Nationale des Travailleurs de Mauritanie</li> </ul>
Partenaires techniques et financiers	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Union Européenne,</li> <li>- Agence Espagnole Coopération Internationale et de Développement,</li> <li>- Agence Japonaise de Coopération Internationale,</li> <li>- Agence Française de Développement,</li> <li>- Caisse de Dépôt et de Développement.</li> </ul>
Autres acteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Port Autonome de Nouadhibou,</li> <li>- Chantiers Navals de Mauritanie</li> </ul>

	- Etablissement Portuaire de la Baie du Repos - Parc National du Banc d'Arguin
--	---

Après identification des acteurs-clés en fonction des missions spécifiques poursuivies dans la région de Dakhlet – Nouadhibou, le groupe pêche a procédé à l'examen de chaque fonction du CRP à l'effet d'identifier l'acteur le mieux indiqué pour la piloter.

Aussi, a-t-il été décidé que chaque **acteur-pilote** dans l'exécution d'une mission soit appuyé par d'autres acteurs de l'agropastoral, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

MISSIONS DU CRP	ACTEUR-PILOTE	AUTRES ACTEURS-CLES
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	AN	ZFNDB - LFTPNDDB – FNP – FNPA – FLPA – Syndicats
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	AN	ZFNDB - LFTPNDDB – FNP – FNPA – FLPA
Déterminer les besoins en compétences de la région	FNP	Syndicats – AN – LFTPNDDB – ANAPEJ-FNPA –FLPA – ONG
Participer à la détermination des compétences dans la région	FNP	Syndicats – AN – LFTPNDDB – ANAPEJ-FNPA – FLPA
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	AN	FNP – FNPA – FLPA - Syndicats – LFTPNDDB
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	AN	FNP – FNPA – FLPA - Syndicats – LFTPNDDB
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	AN	ZFNDB – FNP – FNPA – FLPA – LFTPNDDB
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	AN	FNP – FNPA – FLPA – LFTPNDDB
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	AN	CA : LFTPNDDB
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	FNP	FNP – FNPA – FLPA - Syndicats – LFTPNDDB
Participer, voire décider, du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	QM	ANAPEJ - AN- LFTPNDDB
Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation	AL-ANAPEJ	Syndicats – AN – FNP – FNPA - FLPA– LFTPNDDB – ONG
Pour le financement de la FTP : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région</li> <li>• Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	AN	ZFNDB - LFTPNDDB – CNDB Représentant de la wilaya-FNP-FLPA-PNBA

Des propositions faites par les trois groupes de travail sectoriels, propositions débattues en plénière et validées, on constate que pour :

- l'Agropastoral, l'Ecole nationale de formation et de vulgarisation agricole (ENFVA), le Centre de formation professionnelle et de perfectionnement (CFPP) de Kaédi pour la partie publique et les bureaux régionaux des fédérations de l'agriculture et de l'élevage pour la partie privée sont les acteurs pilotes des missions du CRP Agropastoral. Les deux acteurs publics clés appartiennent à deux départements ministériels différents : Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et des TIC pour le CFPP et Ministère de l'Agriculture pour l'ENFVA. Il faut préciser également que l'ENFVA assume la fonction de Direction nationale de l'Agriculture.

L'Agropastoral concerne trois wilayas : le Brakna, le Gorgol et le Trarza. La décision a été prise, pour la mise en place du CRP, de travailler dans la wilaya du Gorgol et l'expérience pourra être capitalisée et dupliquer dans les deux autres wilayas.

- le BTP, les acteurs pilotes sont la Direction de la formation technique et professionnelle (DFTP), le CFPP de Nouakchott, l'agence locale de l'Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANAPEJ) pour le public. Pour le secteur privé, c'est la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics (FEBAT) et la Mutuelle des petites et moyennes entreprises (M2P) qui ont été désignées.

Pour Nouakchott, il y a eu un débat récurrent sur le positionnement au niveau régional des acteurs publics de dimensions nationales tels que la DFTP, la Direction de l'Emploi, ma Direction de l'Habitat, l'ANAPEJ et l'INAP-FTP qui sont des institutions nationales. Ici, les services centraux nationaux n'ont généralement pas de démembrements régionaux, ce qui fait qu'ils jouent en même temps le rôle de services régionaux.

Par ailleurs, comme pour l'Agropastoral, le BTP concerne également trois wilayas puisque Nouakchott en compte trois. Compte tenu du fait que l'essentiel des structures de FTP et l'agence local de l'ANAPEJ se trouvent dans la wilaya de Nouakchott Ouest, cette dernière a été retenue pour la mise en place du CRP.

- la Pêche, les acteurs publics pilotes retenus sont l'Académie Navale, le Quartier Maritime (QM) et l'agence locale de l'ANAPEJ. Pour le secteur privé, c'est la Fédération nationale de la Pêche (FNP) qui a été retenue. Mais auparavant, le groupe de travail avait jugé pertinent de confier le pilotage de l'essentiel des missions à l'Académie Navale en se basant sur une décision qui a été prise lors du lancement du PASET- Pêche à Nouadhibou en novembre 2016. En effet, lors du lancement du PASET, tous les acteurs publics et privés avaient désigné l'AN comme point focal pour les établissements de formation professionnelle et la FNP celui du secteur privé et d'interface avec les entreprises et unités de production de la pêche.

La plénière a jugé quant à elle qu'il faut partager la responsabilité du pilotage des missions, lorsque cela est possible, entre différents acteur afin de les impliquer dans le CRP. Ainsi, les acteurs pilotes pour le CRP de la Pêche sont l'Académie Navale (AN), la Fédération Nationale de la Pêche (FNP), le Quartier Maritime (QM) et l'Agence locale de l'ANAPEJ.

#### **4. Structuration et mode de fonctionnement des CRP**

##### **4.1 Comité de Pilotage des CRP**

Dans le point 3 précédant, tous les acteurs publics et privés présents dans la région et intervenant dans la formation professionnelle et dans le secteur économique concerné ont été identifiés comme des acteurs des CRP. Compte tenu de leur nombre, la question sur leur structuration et le fonctionnement du CRP s'est posée. Après plusieurs propositions, celle d'une structuration souple dont le fonctionnement ne serait pas coûteux a été retenue. Ainsi, les participants ont proposé la mise en place, pour chaque CRP, d'un Comité de Pilotage (COPIL) dont les membres seraient



essentiellement les acteurs-pilotes retenus pour les missions du CRP. Ils seront complétés par les autres acteurs de manière à avoir la composition du COPIL qui garantisse son opérationnalité et son efficacité pour l'accomplissement des missions du CRP. Pour bien cadrer le travail du COPIL et le choix nominatif de ses membres, ses missions et le profil des membres ont été définis. Les propositions suivantes ont été adoptées :

Secteurs	Membres du COPIL	Bureau du COPIL	Missions du COPIL
Agropastoral	<b>Publics</b> : ENFVA, CFPP, Délégation régionale de l'Agriculture, Délégation régionale de l'Elevage ; <b>Privés</b> : Bureau régional de la Fédération nationale des agriculteurs, Bureau régional de la Fédération nationale des éleveurs ; <b>Syndicats</b> : 1 représentant ; <b>Société civile</b> : Maison familiale rurale	<b>Présidence</b> : Bureau régional de la Fédération nationale des agriculteurs ; <b>Secrétariat</b> : ENFVA	Suivre l'exécution des missions confiées aux acteurs régionaux ; Coordonner les travaux thématiques et valider les résultats ; Analyser les problèmes et apporter des solutions ; Définir l'agenda des réunions/rencontres ; Organiser les rencontres, ateliers et séminaires thématiques ; Produire et archiver les procès-verbaux ; Elaborer et publier un rapport annuel sur l'état du partenariat dans la région ;
BTP	<b>Publics</b> : DFTP/CFPP, Direction de l'Emploi, Direction de l'Habitat, Agence locale de l'ANAPEJ de Nouakchott Ouest ; <b>Privés</b> : FEBAT, FPS, FPS et M2P ; <b>ONG</b> : GRET ; <b>PTF</b> : 1 représentant	<b>Présidence</b> : FPS <b>Secrétariat</b> : DFTP	Présenter les résultats de travaux du CRP aux services régionaux et centraux concernés ; Coordonner l'élaboration des orientations régionales en matière de FTP ; Assurer la communication sur le CRP ; Représenter le CRP aux activités externes relatives à la FTP ; Appuyer les centres (publics et privés) de formation ;
Pêche	<b>Publics</b> : Académie Navale (AN), Lycée de formation technique et professionnelle de Nouadhibou (LFTPNDDB), Zone franche de Nouadhibou (ZFNDDB), Quartier Maritime (QM), Agence locale de l'ANAPEJ ; <b>Privés</b> : Fédération nationale de la Pêche (FNP) ; <b>Syndicats</b> : CGTM <b>ONG</b> : Mauritanie 2000	<b>Présidence</b> : FNP <b>Secrétariat</b> : Académie Navale	Mobilisation des ressources : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région.</li> <li>• Décider des financements des organisations professionnelles, des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et les recettes propres des centres de formation professionnelle.</li> </ul>

**Profil des membres du COPIL :**

- être disponible pour participer régulièrement aux activités du COPIL ;
- avoir une bonne reconnaissance de ses pairs pour avoir la légitimité de les représenter ;
- pouvoir identifier et mobiliser, au sein de sa structure, les différents profils nécessaires à la réalisation des missions du CRP ;
- avoir une bonne connaissance de la problématique de la formation professionnelle.

**4.2 Mode de fonctionnement des COPIL**

Le fonctionnement des COPIL doit être assez léger pour ne pas constituer une contrainte pour ses membres et pour ne pas avoir un coût élevé. Tenant compte de ces aspects, les éléments ci-dessous ont été définis :

**Périodicité des réunions du COPIL :** 2 à 3 réunions ordinaires par an, mais l'Agropastoral et la Pêche sont plus favorables à 2 réunions. Au besoin, des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par les Présidents des COPIL. Après leur installation, les COPIL choisiront les périodes les plus opportunes pour la tenue des réunions.

Pour le fonctionnement du CRP, il y a deux préalables :

- 1) Le texte réglementaire devant régir les activités des CRP doit leur reconnaître un statut officiel d'interlocuteur des Pouvoirs Publics.
- 2) La formation/information des membres du COPIL et particulièrement celle des pilotes (programme à élaborer avec soin parce qu'il comportera des connaissances même élémentaires des techniques de la communication, de la négociation, de la médiation, de la rédaction de rapports etc.).

**Le mode de fonctionnement des COPIL :** pour rappel, pour chaque mission du CRP, un acteur pilote et un groupe d'acteurs à impliquer ont été identifiés pour réaliser la mission au nom du COPIL.

- *Priorisation des thèmes :* Chaque COPIL détermine ses thèmes prioritaires en fonction des spécificités de son secteur et de sa région ;
- *Plan d'action annuel :* sur la base des missions du CRP, chaque COPIL, en fonction de ses priorités, élabore un plan d'actions annuel constitué d'activités thématiques et d'activités transversales ;

La mise en œuvre des activités thématiques est déléguée aux acteurs pilotes qui mobilisent chaque acteur à impliquer au moment opportun, exécutent et rendent compte au COPIL. Le COPIL assure le suivi au travers des deux rencontres annuels, mais le Président et le Secrétaire effectuent un suivi plus rapproché.

- *Suivi des activités du COPIL :* le COPIL rend compte au MEFPTIC et aux ministères sectoriels et informent le Wali. Quand le Comité régional de développement (CRD) est fonctionnel, le COPIL peut, à la demande du Wali, y présenter ses activités.

**5. Financement du fonctionnement des CRP et des COPIL****5.1 Financement des CRP**

Pour chaque mission, les structures publiques ou privées ont été identifiées pour le financement. Voir l'annexe 2.

Quant à la fonction de financement des CRP, qualifiée de très importante par les participants, n'a pas fait l'objet d'un traitement approfondi, même si les potentiels contributeurs ont été identifiés ; notamment l'Etat et ses démembrements, les PTF, les bénéficiaires, les CFP, le privé, les ONG, et autres acteurs de la coopération décentralisée, etc.

## 5.2 Financement des COPIL

Trois principales sources ont été retenues : (i) les fédérations de l'Agropastoral et du BTP et la Zone franche pour la Pêche ; (ii) les structures de formation professionnelle siège du COPIL (ENFVA pour l'Agropastoral, DFTP pour le BTP et l'Académie Navale pour la Pêche) ; (iii) le Fonds Autonome de promotion de la FTP (FAP-FTP). Cependant, les COPIL peuvent mobiliser d'autres financements (communes, PTF, dons, legs, etc.).

## 6. Aspects juridiques et réglementaires

Un texte réglementaire doit être pris pour formaliser le CRP et le COPIL. Plusieurs propositions ont été faites, allant du décret à la lettre circulaire, en passant par un arrêté. Les deux dernières propositions peuvent être ministériel (MEFPTIC) ou interministériels (MEFPTIC et ministères sectoriels). Le MEFPTIC ou avec ses collègues sectoriels peuvent proposer au Wali de prendre l'acte réglementaire.

La consultation des services juridiques des ministères concernés permettra de retenir la nature du texte.

## 7. Feuille de route

Les participants se sont concertés pour adopter une feuille de route visant à la mise en place d'un CRP opérationnel. Pour ce faire, les participants ont approuvé un certain nombre de conditions à remplir pour implémenter un CRP.

Ces conditions ou étapes-clés sont les suivantes :

- Désignation des personnes représentant les structures aux COPIL selon le profil défini. Les structures ont été sensibilisées sur l'importance de choisir les meilleurs profils car le dynamisme du COPIL dépendra de la qualité de ses membres ;
- Formalisation des CRP et des COPIL par des actes réglementaires ;
- Installation officielle des COPIL dans les régions ;
- Première réunion des COPIL
- Elaboration de la Feuille de Route pour chaque COPIL par rapport aux missions du CRP ;
- Identification des personnes ressources
- Mise en œuvre de la FR

## III – CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS POUR UNE PHASE-PILOTE D'IMPLEMENTATION DES CADRES REGIONAUX DE PARTENARIAT, CRP, EN MAURITANIE

Notons enfin que les cadres régionaux sont certainement l'un des meilleurs outils pour assurer l'adéquation formation/emploi par la concertation, mais ce nouveau concept, mérite encore une large communication afin qu'il soit bien compris par toutes les parties prenantes.

Après un long processus de suivi terrain et de concertation avec les acteurs-majeurs des secteurs économiques et régions-cibles concernés par le projet de mise en place des CRP, (**Cf. : aide-mémoire joint en annexe** au présent rapport), nous sommes en mesure de donner les recommandations ci-après aux fins d'une implémentation réussie desdits dispositifs. Aussi, avons-nous souhaité les situer à des niveaux différents mais complémentaires : stratégique, opérationnel, national, territorial. Enfin, nous avons assorti les recommandations d'un **échéancier** qui en situe le contexte de réalisation durant la **phase-pilote de vingt-quatre (24) mois** comme l'ont souhaité la presque totalité des participants à l'Atelier national de Nouakchott :

3.1 - **Au plan stratégique** : il est important que le CRP incarne la volonté déclarée des autorités (nationales et territoriales) de transférer et d'assumer des compétences aux régions en matière de formation technique et professionnelle et de développement local dans les secteurs économiques visés par le projet-pilote.

Pour ce faire, nous recommandons à :

- I. **L'Etat central** de prendre les actes réglementaires et législatifs nécessaires pour un transfert effectif de pouvoirs vers les régions administratives actuelles. Là où les lois existent : les promulguer ou prendre les décrets qui les appliquent effectivement. Un **plaidoyer**, "**co-construit**" avec le Ministère de l'Emploi, de la Formation Technique et Professionnelle, des Technologies de l'Information et de la Communication, **MEFTPIC**, doit être porté par les acteurs-clés des trois régions-cibles. Dans ce cadre, ce sont les partenaires sociaux et les activistes de la société civile sont les mieux outillés pour jouer ce rôle d'activistes.

2018 :



- II. **La région** de développer la culture partenariale (entre acteurs publics et privés) mais aussi l'intercommunalité. Les territoires (agro-écologiques) dépassant généralement les limites des régions administratives, il urge fédérer les ressources pour mieux exploiter les potentialités économiques des terroirs. A l'image de l'Association des Maires et Parlementaires du Gorgol, AMPG, les élus ont un rôle de tout premier plan à jouer dans l'ancrage territorial de cette culture du partage et de la mutualisation. Dans le même ordre d'idées, les organisations consulaires et professionnelles devraient apporter leurs concours au développement du partenariat économique et social territorial.

2018 :



3.2 - **Au plan opérationnel** : les acteurs-clés doivent opter pour la '*politique des petits-pas*'. Car quelle que soit la pertinence du modèle et son bien-fondé : il constitue par rapport à la situation actuelle une grande innovation. Et comme le défi n'est pas de mettre sur pied le CRP, mais de le faire fonctionner le plus durablement possible, il sera nécessaire de :

- I. **doter les acteurs-clés de ressources** techniques et humaines conséquentes, notamment au travers de séminaires ou ateliers de formation-action à la maîtrise des outils et techniques de base en matière de dynamique de groupe, de gestion du changement, de développement organisationnel, de management participatif, de mobilisation des parties prenantes et de gestion partenariale de la FTP,...

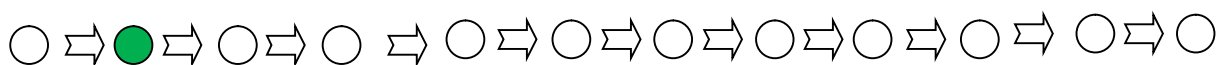
2018 :



- II. **Concevoir un modèle économique adapté**, réaliste et viable, afin d'assurer le bon fonctionnement, voire la pérennisation, des CRP. A cet égard, il sera efficient de tenir compte des spécificités économiques et sociales des régions afin de ne pas dicter un modèle économique-type. Chaque région devra concevoir pour elle-même, son propre modèle. Toutefois, l'Etat central devra apporter son concours à tous les CRP et de façon équitable. Les partenaires de la coopération décentralisée, ainsi que les autres PTF bi. et multilatéraux, devraient également appuyer une telle initiative. Aucun des trois (03) CRP

n'ayant pris en charge la question du financement dans son plan d'action, je recommande qu'un **atelier (national) soit organisé, dans les meilleurs délais, et sur cette seule thématique.**

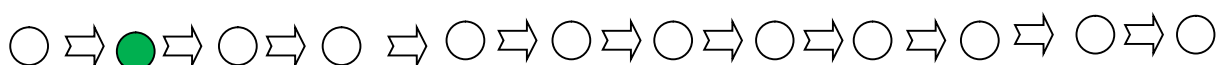
2018 :



3.3 - Au plan national : compte tenu du fait que le financement et le cadre juridique du CRD n'ont pas fait d'un examen approfondi au cours de l'Atelier national de Nouakchott, nous pensons que :

- I. il urge de **procéder**, au niveau national, à la **mutation institutionnelle** de l'Equipe de Préparation et de Coordination et de Suivi, **EPCS**, en un organe paritaire national ouvert aux représentants des branches professionnelles concernées par la phase expérimentale des CRP : (BTP, Pêche, Agriculture et Elevage). Les partenaires sociaux et les organisations de la société civile devraient également siéger à cet organe de mobilisation nationale en faveur de l'alignement de la FTP aux besoins des milieux économiques. Placé sous l'autorité du MEFPITC, ce qui pourrait être appelé "**Comité paritaire national en faveur de la Formation technique et professionnelle**", CPNFTP, viendrait actualiser les missions jadis assignées à l'EPCS et au Conseil national de la FTP (CNFTP : créé depuis 2003). Car force est de reconnaître qu'en dépit de la pertinence de sa mission principale de : "*donner au Ministre en charge de la FTP un avis consultatif sur les orientations de la politique nationale de la FTP, au regard de la situation et de l'évolution des besoins présents et futurs de l'économie et de l'emploi*", le CNFTP a brillé par sa léthargie. Si au sortir de l'atelier de Nouakchott, et au vu des extraits produits, on peut valablement considérer que la mission "**préparatoire**" de l'EPCS est accomplie, il faut également considérer que celle du CNFTP devrait être frappée de caducité, avec l'avènement du CPNFTP. **C'est ce développement organisationnel que nous recommandons à l'autorité compétente.** Par ailleurs, compte tenu de l'importance structurelle de la question du **financement des CRP** et de leur non prise en charge par l'atelier (national) de Nouakchott, **nous recommandons qu'un atelier soit organisé, dans les meilleurs délais, et portant expressément sur cette thématique ;**

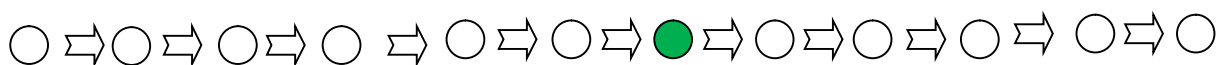
2018 :



- II. les premières mesures d'ordre juridique devraient avoir une **portée modeste** : c'est-à-dire limitée à un **niveau réglementaire**. En d'autres termes, puisque aucun des acteurs (publics ou privés) n'est encore suffisamment prêt pour assumer toutes les charges (et contraintes) d'un **partenariat de type contributif** : il est souhaitable qu'ils se donnent un temps long d'apprentissage mutuel et de concession mutuelle. L'Etat central, pour des raisons compréhensibles d'unité nationale (dans un pays où la densité tourne autour de 4hbs/km2), n'est pas encore prêt à transférer des pouvoirs étendus aux collectivités territoriales. Tandis que celles-ci ne sont pas encore suffisamment outillées pour assumer les charges d'un aménagement territorial autonome et affranchi du soutien direct de l'autorité nationale. Tout se passe comme s'il fallait laisser du temps aux deux partenaires pourtant conscients de la nécessité de déployer des efforts inclusifs et complémentaires. C'est pourquoi, nous préconisons une **démarche concertée** dans la **planification du**

développement de la FTP centrée sur les besoins de la région et des acteurs du secteur économique prépondérant dans les territoires. Par conséquent, le partenariat concertatif ou consultatif serait le niveau réaliste d'implémentation des CRP.

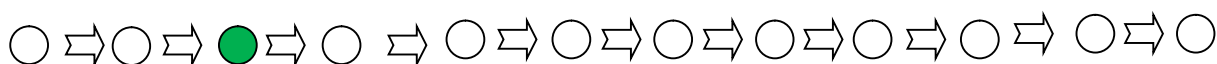
2018 :



3.4 - Au plan local : nous pensons que le CRP doit prôner un ancrage régional tout en se voulant instrument d'opérationnalisation des objectifs poursuivis par le CPNFTP. Pour ce faire, nous recommandons :

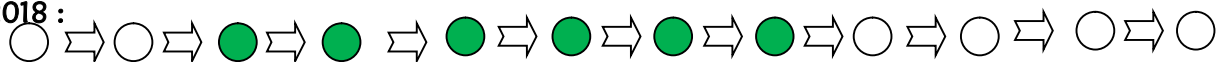
- I. une **révision à la baisse des ambitions du CRP**. Car, pour être viable et réaliste, le CRP doit se présenter comme un **Cadre local d'animation et de mise en œuvre des recommandations du CPNFTP**. Loin d'être réducteur, ce redimensionnement des ambitions du CRP aura l'avantage d'éviter les écueils administratifs, législatifs et financiers dressés sur le chemin de son opérationnalisation,
- II. que le **statu quo soit respecté**. Puisqu'il ne sera pas facile de donner aux régions des pouvoirs étendus, notamment en matière de FTP, il nous semble plus raisonnable de laisser aux autorités centrales leurs prérogatives nationales afin de leur présenter les CRP comme des instruments d'ancrage et d'amélioration des performances de leurs interventions en matière de FTP et de croissance économiques inclusives dans les régions. Nous pensons qu'il est prématuré de dépouiller l'Etat de ses prérogatives, en la matière, pour en revêtir les régions non encore prêtes, au demeurant, pour assumer la plénitude de telles charges. Loin de nous tout pessimisme relatif à la pertinence du cadre quand bien même nous voulons nous montrer prudent et réaliste ;

2019 :



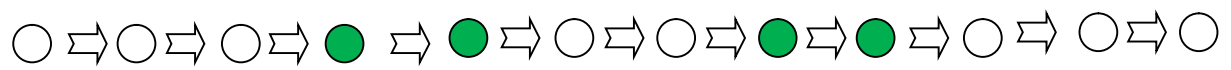
- III. une organisation de rencontres foraines et de vastes campagnes de **sensibilisation des acteurs locaux** (publics et privés) sur les **défis et enjeux d'une mobilisation accrue autour du relèvement de la productivité de l'économie locale portée par la compétitivité d'une main-d'œuvre** mieux formée ;

2018 :

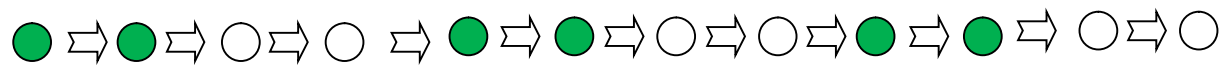


- IV. un **renforcement des capacités des membres des CRP** ; notamment dans la réalisation de leurs missions. Les membres du Copil, notamment le Président et ses plus proches collaborateurs, doivent être formés le plus rapidement possible en technique d'animation de groupes et de mobilisation des acteurs à la base, en planification inclusive et axée sur les résultats, en techniques de levée de fonds, en intermédiation emploi et formation, en APC,... Organisées, sous forme de **séminaires thématiques**, des sessions de **formation-action** ou de renforcement de capacités doivent être ouvertes de manière rotative (niveau central / niveau local) pour installer auprès des membres les compétences nécessaires à l'atteinte des résultats attendus de l'exécution optimale de leurs tâches.

2018 :



2019 :





## ANNEXES

### 1. Financement des CRP

#### 1.1 AGROPASTORAL

MISSIONS DU CRP	QUI FINANCE QUELLE(S) MISSION(S) ? COMMENT ?
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	Etudes sectorielles/Portraits des secteurs financés par l'Etat BCI ou avec le concours des PTF
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	Programmes ou Projets de développement de la FTP/Planification sectorielle/Processus de planification participative (Privé, organisations socioprofessionnelles,...), Etat et/ou concours PTF
Déterminer les besoins en compétences de la région	Etat/OSP/ONG Le FAP FTP finance pour les actions éligibles par rapport à son objet 'plans de formation, besoins en qualifications,...), Besoins en formation initiale : budget Etat BCI et/ou concours PTF
Participer à la détermination des compétences dans la région	Etat BCI et/ou concours PTF, FAP FTP pour les projets de formation éligibles par rapport à son objet
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	Etat FAP FTP/PFT/Etablissements pour la FC/ Entreprises
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	Etat/PFT/FAP FTP, les entreprises participent pour la FC, FAE, Apprentissage, Alternance, ...
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	Etablissements (Subvention Etat pour la FI, recettes propres,...)/ Entreprises
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	Etablissements (Subvention, recettes propres,...)/ Entreprises/OSP
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	Etablissements (Subvention, recettes propres,...)/ Entreprises/OSP
Participer, voire décider du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	Etablissements (Subvention, recettes propres,...)/ Entreprises/OSP
Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation	Etablissements (Subvention, recettes propres,...)/ ANAPEJ/Entreprises/OSP
Pour le financement de la FTP : • Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la	CRD/Etat /CA Etablissements

région; <ul style="list-style-type: none"> <li>Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	
--	--

## 1.2 BTP

MISSIONS DU CRP	QUI FINANCE QUELLE(S) MISSION(S) ? COMMENT ?
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	DFTP, M2P,
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	FAP/FTP, FPS,
Déterminer les besoins en compétences de la région	DE, ANAPEJ, FEBAT
Participer à la détermination des compétences dans la région	DE, ANAPEJ, FEBAT
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	DFTP, FAP/FTP, M2P
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	DFTP, INAP, FEBAT
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	DFTP, FEBAT, PTF
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	CFPP, LYCEE TECHNIQUE, M2P
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	CFPP, LYCEE TECHNIQUE, CEST, DFTP
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	DE, ANAPEJ, DPMIP, M2P
Participer, voire décider du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	DE, INAP, ANAPEJ, DPMIP, FEBAT
Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation	DE, ANAPEJ, ONS, M2P, DFTP
Pour le financement de la FTP : <ul style="list-style-type: none"> <li>Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région ;</li> <li>Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	DFTP, FAP/FTP, FEBAT, PTF

### 1.3 PECHE

MISSIONS DU CRP	QUI FINANCE QUELLE(S) MISSION(S) ? COMMENT ?
Proposer au niveau central des éléments régionaux de politique de la FTP	40% MPEM ; 40% PCHZFNDB ; 20% FNP
Proposer au niveau central une planification régionale du développement de la FTP	40% MPEM ; 40% PCHZFNDB ; 20% FNP
Déterminer les besoins en compétences de la région	FAP-FTP, ANAPEJ ; ZFNDB ; MPEM ; FNP
Participer à la détermination des compétences dans la région	FAP-FTP, ANAPEJ ; ZFNDB ; MPEM ; FNP
Participer à la conception/définition des contenus de formations délivrées dans la région	FAP-FTP, FNP, AN, LT
Proposer au niveau central la formation des formateurs de la région	FAP-FTP
Proposer/Participer à l'implantation des infrastructures et au choix et acquisition des équipements pour la région	FAP-FTP ; ZFNDB ; MPEM
Décider de l'organisation/réalisation de la formation dans la région	AN, LEFTPNDB
Participer, voire décider de la gestion des établissements régionaux de la FTP	FNP-MPEM- MEFPTIC-ZFNDB
Participer à l'évaluation et à la certification des apprenants dans la région	DFTP, AN et FNP
Participer, voire décider du suivi de l'insertion des sortants de la FTP dans la région	AL ANAPEJ-FAP-FTP
Décider au niveau régional et participer au niveau national à la communication/information sur le marché du travail et les parcours de formation	ZFNDB ; MPEM, MEFTPTIC, AN, LFTP, Mauritanie 2000
Pour le financement de la FTP : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Proposer (exprimer) à l'Etat les besoins de financement de la région ;</li> <li>• Décider des financements des organisations professionnelles et des entreprises régionales, des collectivités locales, des PTF et des recettes propres des centres</li> </ul>	MPEM ; ZFNDB

## 2. Listes des personnes rencontrées dans les régions en juillet 2017

### 2.1 Région de Gorgol pour l'Agropastoral

1.	Sow Moussa Demba	Mairie de Kaédi	46 44 80 74	<a href="mailto:maireked@yahoo.fr">maireked@yahoo.fr</a>
2.	Yahya ould Moustapha	CFPP de Kaédi	44 48 52 13	<a href="mailto:yahyaouldmoustapha@yahoo.fr">yahyaouldmoustapha@yahoo.fr</a>
3.	Bakari Seydi Camara	DR Agriculture	46471265	<a href="mailto:bakaryseydic@yahoo.fr">bakaryseydic@yahoo.fr</a>
4.	Mohamed El Bechir	DR Elevage	22245540	<a href="mailto:mohamedelbechir@gmail.com">mohamedelbechir@gmail.com</a>
5.	Sidi Med El Ghassem	Directeur ENFVA	22551174 46497773	<a href="mailto:ouldelghassemSidi@yahoo.fr">ouldelghassemSidi@yahoo.fr</a>
6.	Abdellahi Salem	FAO	22032636	<a href="mailto:Abdellahi.ahmed@fao.org">Abdellahi.ahmed@fao.org</a>
7.	Bathily Alassane	Maison Familiale Rurale	46721885	<a href="mailto:alassanebathily@yahoo.fr">alassanebathily@yahoo.fr</a>
8.	Fatimata Touré	FAO Assistante	46463556	<a href="mailto:Fatimata.toure@fao.org">Fatimata.toure@fao.org</a>
9.	Amar Ould Moctar Salem	COMETRAD Ets Amar	46470757	
10.	Sy Adama	Président AMPG	46442355	<a href="mailto:presidentampg@yahoo.fr">presidentampg@yahoo.fr</a>
11.	Cissé Abou	SG/ AMPG	46493315	<a href="mailto:secretaireampg@live.fr">secretaireampg@live.fr</a>
12.	Habibou Gueye	CNRADA	2258032	<a href="mailto:gueye_habibou@yahoo.fr">gueye_habibou@yahoo.fr</a>
13.	Aly NDao	SG/Commune Kaédi	46735514	<a href="mailto:lopezsoule@yahoo.fr">lopezsoule@yahoo.fr</a>
14.	Sow Abdoul	Maison Familiale Rurale	44019676	<a href="mailto:iba.sow@yahoo.fr">iba.sow@yahoo.fr</a>
15.	Abou Sow	Maison Familiale Rurale	46426473	<a href="mailto:abousow43@yahoo.fr">abousow43@yahoo.fr</a>
16.	Mohamed Ismail	D/R SONADER	44149323	<a href="mailto:mohamedismail@yahoo.fr">mohamedismail@yahoo.fr</a>
17.	Abou Bass	GRDRI	46567332	<a href="mailto:abou.bass@grdrs.org">abou.bass@grdrs.org</a>
18.	Sow Moctar	Président PPG1	46506829	
19.	Niane Alassane	Directeur PPG1	46568484	
20.	Maimouna Samaké	Maison Familiale Rurale	43528547	

## 2.2 Nouakchott pour le BTP

Mr Lafdal Ould Bettah, 1<sup>er</sup> Vice-président de l'Union nationale du patronat Mauritanien (UNPM).

Mr Seyid Ould Abdellahi, Secrétaire Général de l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM).

Mr Sidi Mohamed Ould Mohamed El Mamy, Secrétaire Général Adjoint de la Chambre de Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat de Mauritanie (CCIAM)

Mr Beitallah O. Ahmed Leswed, Directeur Général de l'Agence Nationale de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ).

Mr Lemrabott Ould Tanji, Président de la Fédération nationale du bâtiment et des travaux publics (FEBAT).

Madame Khadijetou Mint Amara, Secrétaire Générale de la Fédération des services et professions libérales (FSPL).

MM Ahmedou Ould Limam, Président de la Mutuelle de promotion des petites et moyennes entreprises (M2P)

Ahmed Jiddou Ould Aly, Secrétaire Général.

Mr Salek Ould Abd Raouf, Président de la Fédération des prestataires de services (FPS).

### 2.3 Région de Nouadhibou pour la Pêche

Nom et Prénom	Fonction	Contact
M. Mohamed Mahmoud	Wali Moussaid de Dakhlet Nouadhibou	22067742
M. El Jeilany Ould Cheikh	Secrétaire Général de la Zone Franche de Nouadhibou	22666230
M. Bal Bechir	Directeur Développement ZFNDB	22666217
Dr. Ahmed Moctar Ould Khoubah	Secrétaire Général de la Fédération Nationale des Pêches	36362140
M. Mohamed Ould Haiballa	Syndicat National pour le Changement	46440891
M. N'Diaye Mamadou	Syndicat CGTM-section Pêche	46430301
Mme Nedwa Nech	Présidente ONG/Mauritanie 2000	36306973
Aida Bamba	Association Capitaines Côtiers de la FNP	22334214
Yacoub Namy	Directeur Général STARFISH, Usine de transformation des produits de pêche (section Industries de pêche FNP)	46436072
Cheikhni O. Beitat	Président des Armements de pêche (FNP)	46594000
Sid'Ahmed Ould Abeid	Président de la section pêche artisanale Nord de la FNP	36360087
Colonel Ahmed Benaouf	Commandant de l'Académie Navale	22675751
Mahfoudh Taleb	Directeur de l'Institut Supérieur des Sciences de la Mer de l'Académie Navale	22421006
	Maire Adjoint de Nouadhibou	
M. Tounkara Ibrahima	CSRFE LCT	46432876
M. Md Sidina Md Mahmoud	CSSG LCT	46479565

### 3. Liste des participants à l'atelier des 10 et 11 octobre 2017

N°	Nom	Prénom	Structure	Fonction	Téléphone	Email
1	BABANA YAHYA EMHAMAD	Babana		Consultant national Pêche	46 58 04 58	<a href="mailto:babana.ould.yahya@gmx.com">babana.ould.yahya@gmx.com</a>
2	KHALED	Mohamed Melainine		Consultant national BTP	36 07 05 78	<a href="mailto:melaininekhalel@yahoo.fr">melaininekhalel@yahoo.fr</a>
3	MVALL KCHAIR	Ahmed Salem	FNP	Représentant FNP	36 30 73 32	<a href="mailto:asvkrim@yahoo.fr">asvkrim@yahoo.fr</a> <a href="mailto:mailto:langoustes.pc79@gmail.com">mailto:langoustes.pc79@gmail.com</a>
4	MOHAMED	El Bechir Haiballa	DR Elevage Gorgol	Chef de service prod animale	22 24 55 40	<a href="mailto:mohamedelbechir8@gmail.com">mohamedelbechir8@gmail.com</a>
5	MOHAMED LAGHLAL	LAGHLAL	GRDR	Point focal MIDRIM	36 31 70 56	<a href="mailto:mohamed.laghlal@grdr.org">mohamed.laghlal@grdr.org</a>
6	ABDELLAHI OULD	Ahmed Mahmoud	ANAPEJ	Expert superviseur	22 22 19 04	<a href="mailto:abdellahiahmed71@gmail.com">abdellahiahmed71@gmail.com</a>
7	NDIAYE	Mamadou	CGTM	Syndicaliste représentant	46 43 03 01	
8	TOUNKARA	Ibrahima	LFTP Nouadhibou	Chef de service Relation F-E	46 43 28 76	<a href="mailto:touunkaraibrahima19@yahoo.fr">touunkaraibrahima19@yahoo.fr</a>
9	BEZEID	Aicha	Mauritanie 2000	Représentante	46 47 61 37	<a href="mailto:aicha.bezeid@yahoo.fr">aicha.bezeid@yahoo.fr</a>
10	LEMRAOTT	Sidi Med	INAP-FTP	Méthodologue	22 39 34 39	<a href="mailto:mrabott1@yahoo.fr">mrabott1@yahoo.fr</a>
11	ABDEL JELIL	M'Haimid	CLTM	Chargé conflits de travail NDB	46 43 23 97	<a href="mailto:jelilabdel@yahoo.fr">jelilabdel@yahoo.fr</a>
12	EWBEK	Alioune	FAM	Vice-Président	46 44 94 42	<a href="mailto:ewbeka@yahoo.fr">ewbeka@yahoo.fr</a>
13	DEH	Amadou Sadio	CFPP Rosso	Chef de service Relation F-E	22 25 35 09	<a href="mailto:detamel@live.fr">detamel@live.fr</a>
14	SOW	Abou Abdoulaye	MFR Kaédi	Vice-président	46 42 64 73	<a href="mailto:abousow43@yahoo.fr">abousow43@yahoo.fr</a>
15	YAHYA MOUSTAPHA	Sidi Yahya	CFPP Kaédi	Directeur	44 48 52 13	<a href="mailto:yahyaouldmoustapha@gmail.com">yahyaouldmoustapha@gmail.com</a> <a href="mailto:bielkonte@yahoo.fr">mailto:bielkonte@yahoo.fr</a>
16	MOKTAR	Sid'Ahmed	Formation Privée	Directeur	44 48 52 40	<a href="mailto:moktarsd@gmail.com">moktarsd@gmail.com</a>
17	RAJEL	Mohamed	DFTP	Directeur Adjoint	46 43 44 51	<a href="mailto:moutdrajel@yahoo.fr">moutdrajel@yahoo.fr</a>
18	EGHDEIDIR	El Bechir	ANAPEJ	Chef de Département	46 45 41 85	<a href="mailto:bechirrou@gmail.com">bechirrou@gmail.com</a>
19	NIANG	Samba Demba	Fédé Agriculteurs Gorgol	Président Bureau région / SG pi	46 46 66 02	<a href="mailto:sgfae@unpm.mr">sgfae@unpm.mr</a>
20	MOHAMED HAFED	Haiba	BTP	Représentant	44 48 17 00	<a href="mailto:mdelhafed@yahoo.fr">mdelhafed@yahoo.fr</a>

21	AHMED	Louleid	Fédé Nat Elevage (FNE)	SG	46 43 41 14	<a href="mailto:alouleid@yahoo.fr">alouleid@yahoo.fr</a>
22	DIENG	Mohamed Koum	MEFPTIC	Conseiller Technique FTP	46 50 76 39	<a href="mailto:mohamedkoumdieng@gmail.com">mohamedkoumdieng@gmail.com</a>
23	CHRAITI	Mohamed Naceur	UNESCO IYPE Pôle Dakar	Chef Pefop	+221 33 859 77 46	<a href="mailto:mn.chraiti-h-sini@unesco.org">mn.chraiti-h-sini@unesco.org</a>
24	SAR	Mbaye		Consultant International	+221 77 653 64 83	<a href="mailto:mbaye993@hotmail.com">mbaye993@hotmail.com</a>
25	NGAIDE	Hamath Moussa		Consultant national Agriculture	46 49 12 18	<a href="mailto:Bess449@gmail.com">Bess449@gmail.com</a>
26	YALL	Alassane	Direction de l'Emploi	Directeur Adjoint	47 79 40 91	<a href="mailto:Alassaneyall@gmail.com">Alassaneyall@gmail.com</a> <a href="mailto:mailto:ouldabdelwahab@gmail.com">mailto:ouldabdelwahab@gmail.com</a>
27	MOHAMED	Ismael	SONADER	Délégué Régional Gorgol	44 14 93 23	<a href="mailto:lsmailmohamed1@yahoo.fr">lsmailmohamed1@yahoo.fr</a>
28	OULD SID EL KHEIR	El Heibe	LFTP Boghé	Chef de service	22 49 54 71	<a href="mailto:befcace@yahoo.com">befcace@yahoo.com</a>
29	LO	Ahmadou Abdul	CCIAM	Responsable Formations	46 78 12 36	<a href="mailto:amadoulobg@gmail.com">amadoulobg@gmail.com</a>
30	EL GHASSEN	Sidi Mohamed	ENFVA Kaédi Gorgol	Directeur	22 35 11 74	<a href="mailto:ouldelghassensidi@yahoo.fr">ouldelghassensidi@yahoo.fr</a>
31	HORMA	Abd Nour	CQFMP/AN	Coordonnateur	22 72 89 06	<a href="mailto:1.abhorma@gmail.com">1.abhorma@gmail.com</a>
32	MOHAMED LEMINE	SEYED	INAP-FTP	Directeur	46 44 88 28	<a href="mailto:mlemines@yahoo.fr">mlemines@yahoo.fr</a>
33	MOHAMED	Amah	DFTP	Chef de service	22 38 22 45	<a href="mailto:mohamedamah@yahoo.fr">mohamedamah@yahoo.fr</a>
34	SALEK	Aberaouf	FPS	Président	46 68 00 84	<a href="mailto:fpsinformel@gmail.com">fpsinformel@gmail.com</a>
35	DIALLO	Ibrahima	IYPE/PDK UNESCO	Expert Insertion et Emploi	+221 77 547 13 76	<a href="mailto:i.diallo@unesco.org">i.diallo@unesco.org</a>
36	MOHAMED VALL	Awkar	Fédération Agriculture Mauritanie	Membre	46 77 89 03	
37	SIDAHMED	Moustapha	DFTP	Chef service FTP	44 48 48 77	<a href="mailto:moustaphanaji3@yahoo.fr">moustaphanaji3@yahoo.fr</a>